

Nouvelle Solidarité



Vendredi 18 mai 2007

n°10 - XIII^e année

Tél : 01 76 69 14 50

www.solidariteetprogres.org

Bimensuel - 2.75 €

« Élever à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine. » Lazare Carnot



LAROUCHE :
Nous avons besoin
d'un « nouveau
Washington »

↳ Pages 5 & 6

La France a perdu une bataille, nous gagnerons la guerre

Dans son éditorial (cf. « Renouveau », sur cette page) et dans sa déclaration du 6 mai 2007 (page 3), Jacques Cheminade fixe l'engagement que chacun d'entre nous doit prendre pour préparer un sursaut politique, économique et moral. Nous manifestons sans tarder cet engagement que notre pays attend en présentant quelques candidats aux élections législatives (*). Vous pouvez voir leur affiche ci-contre et deux de leurs « professions de foi » en page 4. Elles reflètent une approche personnelle vis-à-vis du défi de notre époque, dans le contexte de notre projet général. Cette « unité dans la diversité » sera notre image de marque : comme

dans une partition chantée par une chorale, les différentes voix se combinent entre elles, définissant une composition qui n'est pas l'application mécanique de la partition, mais une dynamique créée à partir de cette partition.

Autrement dit, plus que jamais, l'esprit socratique est nécessaire dans l'action politique : non pas communiquer une formule toute faite, un slogan ou un programme, mais éveiller en l'autre par un projet le meilleur de lui-même, de manière qu'à son tour, il se mette à créer. C'est précisément ce que rejette Nicolas Sarkozy, qui trouve absurde et inutile le « connais-toi toi-même » de Socrate. Face à sa fuite en

avant activiste et à son autoritarisme, face à sa conception d'un univers où l'on étiquette politiquement des sujets, nous opposons un monde de citoyens capables avant tout de rire irrespectueusement de réputations usurpées, en défense du bien commun et du vrai travail humain – pas celui des amis financiers de M. Sarkozy.

* Daniel Menuet, Paris, 21^{ème} circonscription (75) - Jenny Beuve, Créteil, 1^{ère} circ. (94) - Gérard Chenu, Nancy, 4^{ème} (54) - Emmanuel Kapela, Villeurbanne, 6^{ème} (69) - Sébastien Drochon, Rennes 2^{ème} (35) - Laurent Simon, Château-Salins, 4^{ème} (57).

↳ Voir pages 3 et 4



NON À LA FRANCE SARKO-MASO!
METTONS L'EURASIE
EN CHANTIER!

LE GLOBAL NEW DEAL DE ROOSEVELT
SERVIR LES GENERATIONS FUTURES
PERSONNE AU BORD DU CHEMIN

Solidarité et Progrès
S&P
www.SolidariteetProgres.org
Le mouvement de Jacques Cheminade



L'ÉDITORIAL DE JACQUES CHEMINADE

Renouveau

L'espérance se dessine toujours au cœur des tourmentes. Si l'élection de Nicolas Sarkozy est une tragédie pour la France et pour le monde, l'inéluctable rejet de sa politique créera demain les conditions d'un renouveau. Le défi consiste à préparer dès maintenant cette relève.

Encore faut-il d'abord prendre la mesure du phénomène. Nicolas Sarkozy n'est pas le produit d'une logique politique française, mais la résultante des forces financières internationales qui promeuvent la mondialisation. Il représente la fin de l'exception française forgée dans la lutte contre le nazisme et qu'ont incarnée le programme du Conseil national de la Résistance et le Préambule de la Constitution de 1946. Thierry Wolton, dans *Le Figaro* du 7 mai, a raison de dire que « la France amorçe un tournant néo-conservateur de même nature que celui qu'ont connu en leur temps la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, l'Amérique de Ronald Reagan, l'Espagne de José-Maria Aznar ou encore l'Italie de Silvio Berlusconi ». Moins d'Etat, moins de dépenses pour les pauvres et moins d'impôts pour les riches, l'ordre pour l'ordre : rien d'original, si ce n'est un autoritarisme bonapartist conjugué à l'ultra-libéralisme économique.

M. Sarkozy a pour parrains Antoine Bernheim, de Lazard Frères, qui entretient avec lui un lien quasi-familial, Bernard Arnault et Martin Bouygues, qui ont été les témoins de son mariage, Henri de Castries (Axa) et Arnaud Lagardère. Derrière eux se situe sans complexes l'oligarchie financière multinationale, qui a crié « vive Sarkozy » dans le *Financial*

Times et l'*Economist* de Londres, ainsi que dans le *Washington Post*, le *Washington Times* et *Newsweek* outre-Atlantique. La Paloma et le Fouquet's ne sont que la face exhibitionniste de celui qui se réclame du général de Gaulle mais fréquente le roi des casinos, ses complices du CAC-40 et les vedettes du show-biz.

Cependant, il y a face à lui une France qui a soutenu le mouvement de grèves de 1995, défendu les services publics, dit non à l'Europe libérale et infligé une cinglante défaite à la droite financière aux élections européennes et régionales. Nous avons de la ressource. L'avenir nous appartient : les moins de 50 ans ont voté majoritairement contre M. Sarkozy.

Il nous faut, pour mobiliser cette ressource contre un candidat mondialisé, mener le combat au niveau international. En défendant une économie physique productive, qui offre un avenir aux jeunes et aux autres le maintien de leur pouvoir d'achat. Pont terrestre eurasiatique, nouveau Bretton Woods, culture de la création humaine, investissement dans les grands chantiers, l'hôpital, l'école, l'université et le laboratoire : c'est dans un projet de développement mutuel, national et international, que se trouve la clef de nos succès futurs. Non dans un « positionnement » vers le centre ou vers la gauche, mais dans l'adhésion à un horizon meilleur. A un monde rendu ingouvernable par la soumission aux prédateurs financiers, nous devons substituer un projet servant les générations à naître. Voilà la leçon de cette élection présidentielle, le moyen – le seul moyen – de catalyser les forces du renouveau. Des deux côtés de l'Atlantique, jusqu'à la mer de Chine.

La dernière ligne droite...

Les activités du Mouvement des jeunes larouchistes (LYM) au cours des dernières semaines de la présidentielle. Lisez en page 2 le compte-rendu d'Aurore Ninino.

L'Europe bascule-t-elle dans le camp néoconservateur ?

Un new deal pour l'économie mondiale !

Avec l'aggravation du krach financier, l'Europe bascule dans l'ingouvernabilité.

Helga Zepp-LaRouche
Présidente du *BüSo*, notre parti frère en Allemagne, présidente-fondatrice de l'*Institut Schiller international*

Jeanne d'Arc doit se retourner dans sa tombe. Alors qu'à son époque, la France se libérait héroïquement de l'occupation anglaise, posant les fondations du premier Etat-nation souverain, le 6 mai dernier, les électeurs français ont

voté pour rétablir un contrôle britannique sur le palais de l'Élysée. Ainsi, au début de la semaine, le *Financial Times* de Londres s'est félicité de la nouvelle situation en Europe, notant qu'il n'arrive pas souvent qu'un Premier ministre britannique puisse compter « sur un ensemble de chefs de gouvernement si conformes aux instincts britanniques ». Le Premier ministre Tony Blair, principal architecte des mensonges ayant servi à justifier la guerre contre l'Irak, a aussitôt exprimé sa satisfaction face au changement en France, tandis que la chancelière Angela Merkel s'attend à une amélioration des relations franco-allemandes – sous l'égide britannique.

↳ Suite page 9

DANS CE NUMÉRO

FRANCE	SOLIDARITÉ & PROGRÈS : NOTRE ENGAGEMENT ET LE LEUR	3
LÉGISLATIVES 2007	NOS CANDIDATS	4
RÉCHAUFFEMENT	LETTRÉ OUVERTE AUX GOUVERNEMENTS DU MONDE	10
ALLEMAGNE	SYNDICALISTES CONTRE « FONDS SAUTERELLES »	11
ETATS-UNIS	DESTITUTION DE CHENEY : DU NOUVEAU	12

La dernière ligne droite...

Aurore Ninino
LYM, Paris

Nous, jeunes, sommes responsables du devenir de notre pays.

Après les décennies de luttes menées par le mouvement de LaRouche à l'échelle internationale et Solidarité et Progrès en France, nous nous trouvons aujourd'hui sur le champ de bataille face à nos ennemis démasqués. Cette situation est dramatique, mais elle est aussi une grande chance ; il ne tient qu'à nous d'en changer les données...

Le mouvement de jeunes de LaRouche (LYM) est devenu, depuis quelques années, une vraie formation politique, basée sur la découverte et la transmission de principes et d'idées grandes et belles que notre culture ignore. Il s'appuie aussi bien sur le bras de Johannes Kepler et de son *Astronomie Nouvelle* que de Jean-Sébastien Bach dans le chant choral.

Au cours des quinze derniers mois, les activités des jeunes ont été centrées sur la campagne présidentielle afin de permettre à Jacques Cheminade d'être officiellement candidat. Nous n'avons malheureusement pas réussi à collecter les 500 parrainages nécessaires, mais avons constitué, grâce à nos idées, un réseau d'élus comme nous n'en avions jamais eu auparavant... Considérant l'importance historique du moment dans lequel nous étions et l'absence du missile Cheminade dans la course, nous ne pouvions pas laisser au hasard l'issue de ce scrutin. C'est pourquoi nous avons orienté notre action en direction de « Ségolène Royal, notre vote de raison ». Bien entendu, pas pour son programme en tant que tel, mais pour ces gens qui voteraient socialiste pour « le moins pire », afin de les mobiliser

pour le mieux dans l'avenir.

Au lendemain du premier tour, l'objectif fixé était de distribuer 100 000 tracts afin de créer un effet de masse. Une personne reçoit un document, en parle à son voisin, à sa famille, qui elle aussi l'a reçu, etc., créant ainsi une vraie discussion dans la population autour de nos projets.

Pour cette victoire de Ségolène Royal, il était nécessaire aussi qu'une grosse part de l'électorat de François Bayrou se joigne au vote socialiste. C'est pourquoi nous nous sommes rapidement munis des deux derniers tracts de Jacques Cheminade « Ségolène Royal, notre vote nécessaire » ainsi que d'une lettre ouverte destinée aux électeurs de François Bayrou et à bien d'autres, intitulée « Sarkozy, est-ce bien raisonnable ? ». Il nous fallait redonner du poil de la bête aux socialistes et aller bousculer l'électorat de François Bayrou.

Nos déploiements se sont déroulés majoritairement dans trois villes, Paris, Rennes et Lyon, plus des incursions à Nancy, Lille, Saint-Brieuc, Sarrebourg, Rouen... Nous avons touché les marchés, les facultés, les zones où Bayrou avait fait de bons résultats, ainsi que les endroits où les élus UDF avaient décidé de voter Sarkozy, comme à Sceaux. Les discussions allaient bon train, nous étions presque seuls (exceptées quelques diffusions de tracts socialistes) à venir dans les rues rencontrer les gens et mettre sur la table les questions que nous avions tous à l'esprit. Ce fut parfois tendu, comme lors de l'attroupement massif autour de notre stand à Lyon, place des Cordeliers, où une dizaine de sarkozistes avaient décidé de faire un coup de bluff ! De même à la fac dite « de droite » Lyon III, qui a aussi subi notre assaut puisque, avec notre Sarkozy masqué vêtu d'une cape britannique et d'un t-shirt du FBI, nous avons fait un tabac... et provoqué des émeutes dans le camp Sarkozy (photo 1).

Dans les deux cas, ils ont finalement fui devant la cohérence de nos positions, puisque nous ne défendions pas « notre » famille, contrairement à eux, et que nos attaques contre Nicolas Sarkozy étaient légitimement argumentées. Quelques jeunes socialistes sont même venus nous soutenir durant les altercations avec des jeunes de l'UNI.

Dans cette même ville de Lyon où nous sommes actifs depuis plusieurs années (entre autres, avec la campagne contre Dominique Perben aux cantonales), nous avons eu des contacts sur le long terme avec certains jeunes socialistes qui nous ont permis de faire une distribution commune (bien qu'à quelque distance), eux de leur tract, nous des nôtres ; malheureusement, après un peu plus d'une heure passée dans la rue, ils décidèrent de s'arrêter.

Lors de la réunion lyonnaise de Ségolène Royal, qui tenait plus d'un show avec ses fans que d'une réelle impulsion profonde sur les idées pour gagner la campagne, nous étions présents, là aussi, afin de donner cette direction grande et longue de la bataille. A la sortie, nos militants furent choqués par la mièvrerie des réactions du genre « elle est tellement belle ! », « elle parle bien »...

Bien sûr, il y a eu l'intervention au stade Charléty, avec la présence de Jacques Cheminade, le 1^{er} mai. Munis de banderoles et tracts « Ségolène transcende-toi ! », (photos 2 & 3) tout comme à Lyon, nous sommes restés toute l'après-

midi, chantant des textes spécialement composés pour l'occasion sur des canons de Beethoven et Haydn, avec nos affiches « Non à la France Sarko-Maso ! Reprenons le combat de de Gaulle, soyons une nouvelle résistance ». Des milliers de nos documents furent distribués par un grand renfort de militants et sympathisants venus donner un coup de main pour l'occasion. Lorsque, le lendemain, la une du *Canard Enchaîné* n'était autre que notre slogan de campagne de 2005 aux législatives de Neuilly-Puteaux contre Nicolas Sarkozy : « Non à la France Sarko-Maso », quelle fut notre surprise... en retard, messieurs !

Pendant les derniers jours de campagne, le rythme n'a pas décréu, avec « la France qui se lève tôt », les 3 et 4 mai, où nombre de nos articles « Arrêtons l'Etat policier en France » ont été distribués, et notre participation aux côtés de « la République du métro » (Photos 4, 5).

Les documents de Jacques Cheminade ont tout simplement envahi la ville de Rennes puisque plus de 20 000 tracts ont circulé pour une population d'environ 212 000 habitants. La reconnaissance liée à nos activités dans la rue était grande et quelques socialistes, pas vraiment enthousiasmés par notre présence, ont complètement changé lorsqu'ils nous ont vus durant une réunion socialiste, non pas leur couper la tête, mais vraiment les inspirer à voir plus grand.

A Nancy, au cours d'une distribution de tracts aux automobilistes, un motard répliqua qu'il l'avait déjà imprimé la veille au soir à partir de notre site internet ! Il s'agissait d'un des maires qui avait accordé son parrainage à Jacques Cheminade.

Lors du dernier grand meeting de Ségolène Royal à Lille, nous sommes intervenus à la sortie avec nos documents, dont « Ségolène transcende-toi ! ». Une cinquantaine de personnes ont reconnu Jacques Cheminade, présent pour l'occasion. L'un d'entre eux qui nous disait avoir gardé un de nos tracts de 1989, se tourna vers son ami en s'exclamant « tu te rends compte, c'est Jacques Cheminade ! ». Deux jours à peine après la mise en ligne de notre nouveau site internet, deux autres jeunes socialistes ont signalé à l'un de nos militants qu'ils suivaient notre site *Solidarité et Progrès* depuis quelque temps et qu'il était beaucoup mieux maintenant. Lors d'une discussion avec une journaliste locale, elle nous a dit recevoir tous nos communiqués de presse (il ne reste plus qu'à parler de nous, alors !)

Le dernier jour, nous ne voulions pas qu'il reste un seul tract dans nos bureaux, nous sommes donc allés à Châtelet-les Halles, à Paris, où environ 5000 tracts ont été distribués. Les esprits étaient tendus, certains passants extrêmement offusqués, d'autres devenus fatalistes quant à l'issue du scrutin. Avoir une vision longue de nos interventions nous permet de ne pas flancher après chaque mauvaise vague, et c'est ce que nous avons tenté d'amener à ces gens.

En fin de compte, c'est 120 000 documents que nous avons distribués à la population française.

Aujourd'hui, au regard du résultat de ces élections et de tous nos accomplissements, plus que jamais, nous devons continuer...

Nous vous invitons à soutenir et participer tout de suite à nos campagnes législatives.



Nouvelle
Solidarité

Bimensuel de la France républicaine
www.solidariteetprogres.org
postmaster@solidariteetprogres.org

PARIS

Solidarité & Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Tél. : 01 76 69 14 50
Fax : 01 47 39 05 80

RHÔNE-ALPES

Solidarité & Progrès
B.P. 1049 - 69201 Lyon Cedex 01
Tél. : 06 20 88 97 32
solidariteprogres.ra@free.fr

BRETAGNE

M.B.E. 163 39 bd de la Liberté -
35000 Rennes
Tél. : 06 26 84 23 91 / 06 18 36 48 95
solidariteetprogres35@hotmail.com

CANADA

Comité pour la République du Canada
Caucus Distributeurs Inc.
B.P. : 3011 Succ. Youville, Montréal,
QC. H2P-2Y8 CANADA
Tél. : 514 855 1699/1739
Fax : 514 855 0890
ecrivez@comiterepubliquecanada.ca
http://comiterepubliquecanada.ca

Dir. de publication : Karel Vereycken
Rédactrice en chef : Christine Bierre
Publié par Solidarité et Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Dépôt légal à parution
Commission paritaire N° 0308 P 11222
ISSN 0339-5936
Diffusion électronique

Notre engagement et le leur

Christine Bierre
Solidarité & Progrès, Paris

Rien n'illustre mieux l'opposition totale entre notre combat, à Solidarité et Progrès, et celui de Nicolas Sarkozy, que nos relations respectives avec Vincent Bolloré et les milieux d'affaires. Le 20 février 2007, la chaîne numérique de télévision privée, *Direct 8*, propriété de Vincent Bolloré, invitait Jacques Cheminade, alors en pleine campagne pour obtenir les parrainages pour la présidentielle, sur son plateau du « Direct midi », pour une interview avec Damien Hamouchi, Michaël Guedj, Adrienne de Malleray et Emilie Chaussier.

D'entrée de jeu, le candidat à la présidentielle était pris à parti sans ménagement par les « journalistes » présents sur le plateau, ou ne faut-il pas plutôt parler des « employés » de cette chaîne qui diffuse à partir même de la Tour Bolloré, à Courbevoie ? Pourquoi avez-vous intitulé votre programme présidentiel « Projet contre les puissances de chantage du fascisme financier » ? Qu'est-ce que vous voulez dire par là ? Qu'est-ce que vous êtes, un parti d'extrême gauche, d'extrême droite ? Pourquoi mettez-vous des autocollants sur votre site Internet dénonçant les « nouveaux Goebbels » dans les finances et les médias ? Ca n'existe plus aujourd'hui, c'était dans les années 30 du XX^e siècle !

Après quelques minutes de franches explications entre le candidat

et les employés de la chaîne, ceux-ci ont dégainé contre lui leurs armes de calomnies massives, faisant intervenir par téléphone le responsable du site Preven Sectes, Mathieu Cossu, pour dénoncer Jacques Cheminade comme le gourou d'une secte. Travaillant de concert avec l'ADFI, la très politique association de lutte contre les sectes qui collabore avec les milieux les plus à droite de l'oligarchie financière anglo-américaine au sein de l'American Family Foundation, Mathieu Cossu s'est surtout attaqué au mouvement des jeunes de LaRouche et de Cheminade, accusant, sans le moindre fondement, ses dirigeants de séparer les jeunes de leurs familles et de pratiques d'endoctrinement !

Outre sa volonté de réduire le pouvoir d'une finance prédatrice, c'est le programme volontariste de Cheminade, inspiré à la fois de la nouvelle donne de Roosevelt et de la planification indicative et industrielle de la période de Gaulle/Adenauer en Europe, qui est intolérable pour ceux qui pensent que l'argent doit aller à l'argent et que ce sont les plus riches qui doivent gouverner.

Tout autre est la relation de Vincent Bolloré – comme toute la France a pu le constater ces derniers jours – avec Nicolas Sarkozy, notre nouveau Président. Au lendemain de son élection, c'est au bord d'un Falcon 900 EX appartenant à la SA Bolloré que Nicolas Sarkozy et sa famille ont pu rejoindre l'île de Malte pour un court séjour de repos du nouveau Président avant

d'assumer ses nouvelles fonctions. Là, Nicolas Sarkozy et sa famille ont embarqué sur La Paloma, un luxueux yacht, véritable palais flottant dont le coût de location tournerait autour de 170 000 euros la semaine, appartenant lui aussi à Vincent Bolloré qui a confirmé avoir invité le nouveau président !

Au lendemain de sa victoire, Nicolas Sarkozy avait éprouvé le besoin de prendre quelques jours de retraite afin de mieux « habiter » son nouveau rôle de président de la République, ne voulant pas apparaître comme un « benêt ou un plouc ». C'est réussi. A l'ère du laissez-faire absolu qu'est la nôtre, où la puissance de l'argent règne en maître, l'escapade maltaise marquera d'un sceau sa présidence comme celle d'une droite totalement décomplexée qui ne ressent plus le besoin de cacher ses connivences avec les milieux d'affaires. Le look berlusconien fait ainsi son entrée dans cette Vème République que Charles de Gaulle avait élevée à sa pleine dignité et dont il ne reste plus qu'un vague souvenir.

Est-ce étonnant dès lors que dès son retour en France, selon *Libération*, « le Tout Paris bruisse d'un rachat de TFI par Bolloré, Bouygues se recyclant dans le nucléaire ; Sarkozy privatisant Areva à son profit ? »

Mais les liens de Nicolas Sarkozy avec les milieux d'affaires sont beaucoup plus étendus, le nouveau Président ayant utilisé son métier d'avocat d'affaires pour se constituer un véritable réseau de protecteurs et

d'amis. Ainsi, on a pu apprendre que Nicolas Sarkozy avait fêté sa victoire le soir de l'élection à l'une des tables les plus somptueuses de France, celle de l'hôtel Fouquet's, en compagnie de ses amis de longue date, Bernard Arnault – première fortune de France – et Martin Bouygues. Les relations entre Nicolas Sarkozy et Bernard Arnault remontent au minimum à l'époque où Sarkozy était avocat d'affaires de LVMH, l'empire du luxe dont Bernard Arnault est le PDG. En tant qu'avocat d'affaires, il a également défendu son ami de longue date, Martin Bouygues, en 1997, lorsque Vincent Bolloré avait déclenché un raid boursier contre son entreprise. Notons également que l'hôtel Fouquet's appartient à la famille de Lucien Barrière (propriétaire d'une chaîne de casinos en France), elle aussi vieille amitié de la famille Sarkozy. Ajoutons à ces liaisons dangereuses celles d'Arnaud Lagardère ou de Franck Riboud, patron du groupe Danone.

L'argent n'a pas d'odeur, dit-on, et pourtant ce qui se dégage d'ores et déjà de cette présidence Sarkozy est un très fort parfum des années trente du XX^e siècle, où les pouvoirs financiers avaient financé la montée des mouvements fascistes et nazis. Confirmant ce qui est bel et bien la page du républicanisme gaulliste que certaines forces politiques voudraient tourner une fois pour toutes dans notre pays, Thierry Wolton, l'auteur et journaliste, se félicite dans les pages du *Figaro* (7 mai) qu'avec la présidence Sarkozy, le « cycle de notre histoire » où cette droite décomplexée a été tenue pour responsable du pétainisme et du fascisme français dans les années 30, « s'achève aujourd'hui » grâce à la présidence Sarkozy.

C'est contre cet aggiornamento, cette nouvelle tentative de « tuer la Gueuse » que Jacques Cheminade appelle à une résistance en disant « *la France a perdu une bataille, mais nous gagnerons la guerre* ».

L'oligarchie financière internationale félicite Nicolas Sarkozy

Tous les ennemis historiques du gaullisme se sont précipités pour soutenir Nicolas Sarkozy, à commencer par George Bush qui lui aurait déjà téléphoné deux fois.

Tony Blair : Avant de quitter lui-même un pouvoir usé jusqu'à la corde, le Premier ministre britannique a félicité à deux reprises par téléphone Nicolas Sarkozy de son élection, et a même enregistré deux messages vidéo à son intention, l'un où il s'exprime en français, l'autre en anglais, félicitant les citoyens français d'avoir « fait le bon choix ». Blair est attendu le 11 mai en France, pour une rencontre avec Nicolas Sarkozy dont le sujet sera le nouveau « traité européen » que le nouveau Président français veut faire passer par voie parlementaire. Notons que selon le numéro d'avril de la revue *Optimum*, l'engouement des Français pour les politiques de Blair serait tel que dans un sondage, le Premier ministre britannique aurait dépassé trois des principaux candidats à la présidentielle, s'il s'était présenté !

Richard Perle : Dans une interview accordée au *Figaro* du 10 mai, le néo-conservateur américain, proche des milieux les plus ultras de l'administration Bush et du régime israélien, a salué l'arrivée au pouvoir en France d'un Président « *débarassé de l'obsession gaulliste de se démarquer des Etats-Unis* ». Il

piaffe d'impatience de voir la fin de la politique arabe de la France, « *l'une des politiques étrangères les plus infructueuses de l'époque moderne* » et compte sur « *un accord très large entre la France, les Etats-Unis et d'autres, sur le fait que l'accession de l'Iran à la puissance nucléaire est une perspective très dangereuse et que nous devons réagir* ».

Felix Rohatyn : L'ancien ambassadeur des Etats-Unis en France et ancien responsable de Lazard Frères Etats-Unis, aujourd'hui chez Rothschild et Lehman Brothers, a apporté tout son soutien à Nicolas Sarkozy. Dans un entretien à *Bloomberg*, il a déclaré qu'on pourrait désormais compter sur une volonté de leur part (la France) de devenir un allié fort des Etats-Unis, au sein de l'OTAN ou de façon séparée. Sarkozy, dit-il, vaudra être plus proche des Etats-Unis et leur emprunter des idées économiques. Rappelons qu'à la tête de la compagnie américaine de téléphonie ATT, Felix Rohatyn fut de ceux qui, avec George Shultz, le secrétaire au Trésor américain sous Nixon, décidèrent du coup d'Etat de Pinochet contre Salvador Allende au Chili en 1972. Felix Rohatyn a été pendant des décennies le protégé d'André Meyer, l'un des fondateurs de pouvoir de la Banque Lazard qui avait amplement collaboré et financé les mouvements pro-nazis d'avant guerre en France et en Europe.

La France a perdu une bataille, nous gagnerons la guerre

Déclaration de Jacques Cheminade, le 6 mai 2007

Il ne sert à rien de se le cacher. L'élection de Nicolas Sarkozy est un désastre pour la France et pour l'Europe. Elle signifie quatre choses :

1 La fin de l'exception française en politique étrangère et notre soumission à la loi de l'oligarchie financière. Car Nicolas Sarkozy l'a bel et bien emporté grâce au soutien des principaux médias américains, britanniques et français, qui l'ont quasi-unanimement endossé.

2 La confirmation de notre dépendance économique, car la politique de notre nouveau Président sera celle des marchés financiers, dans le contexte d'une Bourse de Paris sous contrôle du New York Stock Exchange et de capitaux non résidents dominant le CAC 40, notamment depuis que Sarkozy Nicolas a été le ministre du Budget d'Edouard Balladur.

3 L'étiquetage et la surveillance politique des Françaises et des Français, par la multiplication des caméras de surveillance, l'interconnexion des fichiers STIC (police) et JUDEX (gendarmerie), l'extension du fichage ADN (qui est actuellement envisagé pour deux enfants de moins de douze ans), le recours aux passeports biométriques et le dépistage des enfants « à risque ». Un homme qui, dans ce contexte, croit au déterminisme génétique est un danger pour les libertés publiques.

4 Le sabotage de toute politique eurasiatique, qui est notre avenir, car Nicolas Sarkozy soutient la fausse Amérique de Cheney et de Bush, et critique la Russie de Poutine, qui se réfère à Roosevelt et de Gaulle. Il est contre toute politique d'économie dirigée dans la tradition de Franklin Delano Roosevelt, Charles de Gaulle, Pierre Mendès-France, telle que Lyndon LaRouche et moi-même la soutenons ; il ne peut donc que saboter le rééquipement de l'économie mondiale.

La France a donc perdu une bataille. Trop souvent, les militants socialistes ne se sont pas battus avec l'engagement total de vaincre (nous avons vu de nombreux tracts non distribués dans leurs permanences) et la gauche non socialiste n'a pas mobilisé ses forces contre l'inadmissible. Un cynisme impuissant a contaminé trop souvent



Jacques Cheminade.

les uns et les autres. Pour notre part, avec nos faibles moyens, nos 120 000 tracts, nos affiches « Non à la France Sarko-Maso » et notre enthousiasme, nous avons fait tout ce que nous avons pu pour faire élire Ségolène Royal, notre vote de raison. Nous sommes heureux de ce que nous avons fait.

Au sein des tempêtes qui s'annoncent, nous préparons le combat de la non violence organisée en lui donnant un horizon international et européen. Nouveau Bretton Woods, Pont terrestre eurasiatique, culture de la vie et non de la mort, dialogue des civilisations, des religions et des humanismes sont nos repères. Notre

site internet offre tout ce qui change dans le monde et ce que nous changeons.

Nous nous proposons de coopérer avec tout mouvement de résistance qui se bat de manière positive avec des idées et des projets, sans violence ni ressentiment. Nous voulons rétablir une sensibilité républicaine, une culture des capacités créatrices de l'être humain, celle de Marie Curie et de Louis Pasteur, celle de Jean Jaurès et de Jean Moulin, à l'opposé de cette contre-culture financière des jeux vidéo violents, du show bizz, du jeu (depuis le gratte-gratte jusqu'aux produits financiers dérivés) et du sexe marchandise qui détruit la morale et la culture de la population en même temps que la mondialisation financière détruit son niveau de vie.

Nous sommes un mouvement international. C'est notre force. Nous en sommes fiers. Car pour combattre la politique de Nicolas Sarkozy, qui est le résultat du soutien de forces financières internationales, il faut un mouvement international opposé.

Si l'on en reste au résultat de cette bataille perdue, on peut sombrer dans l'impuissance ou dans la violence. Ce serait se mettre au niveau de l'adversaire. Il faut élever le niveau du combat à l'échelle de l'Europe et du monde. Nous le faisons. Car c'est dans la mission historique de la France, qui est universelle, que s'inscrit un jour la défaite de M. Sarkozy et de ceux qui le prouvent. Nous gagnerons la guerre. Avec notre mouvement de jeunes, avec les yeux du futur.

Abonnez-vous ! Depuis 1974, NOUVELLE SOLIDARITE, bimensuel sans publicité diffusé exclusivement par vente militante et sur abonnement, offre un outil d'analyse et de proposition au public francophone décidé à s'associer à un mouvement politique et philosophique international de résistance agissant sur plusieurs continents. En France, NOUVELLE SOLIDARITE est publié par Solidarité et Progrès, parti politique constitué sous forme d'association selon la loi de 1901, qui combat les diklats de l'oligarchie financière et vise à remettre l'économie au service de la création humaine.

PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUELS
Abonnement de soutien : 15 €/mois - Abonnement simple : 5 €/mois (Veuillez nous contacter)

PAR RÈGLEMENT IMMÉDIAT
Parrainage : 250 € - Soutien : 100 € - 1 an : 64 € (Hors UE) : 91 € - 6 mois : 35 € (Hors UE) : 48 € (Chèque à l'ordre de Solidarité et Progrès)

NOUVELLE SOLIDARITÉ EN LIGNE
1 an tous pays : 40 € (Consultez notre site www.solidariteetprogres.org)

Solidarité et progrès, 12 rue Fernand Pelloutier
92110 Clichy-la-Garenne - tél. 01 76 69 14 50 Postmaster@solidariteetprogres.org

Nous avons entre 20 et 30 ans. Ce n'est pas aujourd'hui le plus bel âge de la vie, sauf si l'on se bat contre l'injustice et la dislocation sociale, comme nous le faisons de notre mieux.

La crise que nous vivons en ce moment ne cesse de s'aggraver car nos dirigeants politiques, et parfois nous-mêmes, sommes trop souvent des esclaves incapables de nous libérer de nos maîtres financiers.

Au niveau économique, le travail s'obtient et se garde de plus en plus difficilement, tout en étant de moins en moins bien payé. On constate que depuis la mise en place de l'euro, le pouvoir d'achat a fortement chuté. Au niveau social, les problèmes familiaux sont de plus en plus fréquents, le dégoût des jeunes envers un système qui les oppresse et qui ne leur laisse aucune perspective d'avenir s'accroît. « Il faut payer la dette » nous disent-ils, « l'heure n'est plus aux réjouissances mais il va falloir plutôt se serrer la ceinture ! »

La France a aujourd'hui tous les symptômes de la « Sarkozyte » et elle en est désormais infectée jusqu'à la tête. Il nous faut vite un remède.

En tant que candidats aux élections législatives de la circonscription Rennes Nord, nos premières mesures seraient les suivantes :

- permettre aux maisons de quartier et aux écoles, que ce soit dans la ville ou en province, d'intégrer l'apprentissage du chant choral classique et un travail de groupe autour d'une œuvre musicale, rétablissant ainsi le sens du travail collectif.

LES JEUNES DU MONDE DISENT NON A LA MONDIALISATION !

SÉBASTIEN DROCHON 2^{ÈME} CIRCONSCRIPTION D'ILLE ET VILAINE (35)

- s'assurer qu'un système d'assistance sociale soit renforcé pour les personnes âgées, en donnant notamment à ces dernières l'heureuse possibilité de participer au développement et à l'éducation des enfants dans des établissements scolaires et les crèches.

- sauver le pouvoir d'achat des retraités et de l'hôpital public.

- arrêter les dérives de l'Etat policier (passeports biométriques, machines à voter, fichiers JUDEX, STIC et ADN...) et mettre en place une vraie police de proximité pour prévenir et aider ceux qui sont en difficulté, avec la collaboration d'éducateurs, d'élus des parents d'élèves, et des services de justice.

Seulement voilà, toutes ces mesures ne sont réalisables que dans certaines conditions, et ce sont justement ces conditions que nos dirigeants actuels n'ont pas le courage de créer.

Premièrement une société de service ne suffit pas à maintenir le niveau de vie des personnes qui y participent. Il faut que la priorité soit donnée à la production industrielle, nécessitant une main d'œuvre qualifiée dans le secteur des machines-outils.

Il nous faut en parallèle promouvoir la recherche et le développement dans les technologies de pointe et pousser à ce que de nouvelles avancées soient

faites dans le nucléaire. Ce serait garantir une vraie croissance économique dans toute la région de Rennes et ce sur le long terme.

Pour bâtir cette économie, de lourds investissements sont nécessaires. Ceci est possible si la France sort de Maastricht, rejette les politiques de la Banque centrale européenne, et reprend sa pleine souveraineté économique et monétaire. Or, cette transformation ne se fera que si, dans un futur très proche, il s'opère un changement aux Etats-Unis qui aille dans le sens d'une destitution de l'Administration Cheney-Bush et une réorganisation du système dollars aujourd'hui au bord de la faillite.

En effet nous touchons ici au cœur du problème. Le système monétaire s'effondre et il doit être déverrouillé d'en haut pour permettre aux Etats de faire ce qu'aujourd'hui les grands groupes financiers s'efforcent d'empêcher, c'est-à-dire remettre l'argent au service du développement des peuples à travers de grands travaux.

Voilà le vrai combat à mener pour arrêter la mondialisation et sortir notre pays de la crise dans laquelle il se trouve. C'est ce combat que nous menons avec le mouvement de jeunes international de LaRouche, et ici

en France à travers cette campagne législative. Car il ne suffit pas de faire le rebelle à la « rue de la soif » le jeudi soir, pour retourner sous ses draps douillets, chez maman, dès le vendredi matin ! Il faut l'ambition de se battre au plus haut niveau !

En Californie, notre mouvement de jeunes vient de gagner les élections pour la vice-présidence démocrate du comité des élus noirs américains et continue d'intervenir auprès des élus au Sénat et à la Chambre des Représentants, à Washington, pour accélérer la destitution du vice-président américain Dick Cheney.

En France, au cours de la campagne présidentielle de Jacques Chirac, nous avons contacté plus de 25000 maires dont plusieurs centaines peuvent aujourd'hui former un réseau avec lesquels nous pouvons rebâtir le tissu républicain.

Chaque jour nous invitons les gens dans la rue à joindre notre combat résistant et faire que les puissances de chantage du fascisme financier, que sont les Lagardère, Rothschild, Dassault, Bolloré & co. - les amis de



Nicolas Sarkozy - ne soient pas les décideurs de « la nouvelle politique » que les jeunes doivent représenter pour rebâtir l'avenir.

Venez vous battre à nos côtés, afin que nous puissions, comme le disait Lazare Carnot, « élever à la dignité d'homme tout les individus de l'espèce humaine ». Notre projet est aujourd'hui indispensable, au niveau français et au niveau international, pour changer une règle du jeu devenue socialement criminelle.

Contre cette règle, notre mouvement de jeunes représente aujourd'hui la plus grande force politique internationale existante. Sans cette force, sans une jeunesse engagée, la politique ne signifierait plus rien. ●

BATTONS-NOUS POUR LA JUSTICE DE TOUS, PAS QUE POUR NOS PETITS INTÉRÊTS !

Nous avons un choix à faire. Le nouveau président élu, Nicolas Sarkozy, est un ami des néo-conservateurs américains. La mondialisation à marche forcée continuera donc, encore plus violente, comme une jungle sans autre loi que la concurrence pour survivre. Pour ma part, je refuse de me soumettre à cette injustice institutionnalisée. J'ai 25 ans, je suis originaire de Créteil et j'ai grandi à Bonneuil. J'ai arrêté mes études après un baccalauréat de sciences médico-sociales pour travailler. Aujourd'hui je suis en recherche d'emploi. Je milite déjà à aider mes aînés, les jeunes de mon âge et les plus jeunes à sortir d'une vision pessimiste de l'avenir. Ce que j'ai pu remarquer, c'est que peu de gens croient en la justice. Or, il est effectivement dur de se battre pour une chose à laquelle on ne croit pas. Mais ce que peu de gens savent, c'est que la foi en la justice ne peut naître qu'au travers d'actions qui en font une réalité.

Il nous faudra donc créer les conditions pour que le changement vienne des citoyens, car les dirigeants sont corrompus à force de compromis politiques et même si de nombreuses personnes courageuses se battent, elles ne pourront rien faire sans nous. Par contre, on ne peut pas demander aux citoyens de changer alors que nous nous adonnons à des activités qui nous empêchent de transformer les frustrations en action. Si nous avons moins le nez dans le guidon de l'abrutissement par la télé ou la drogue, la nécessité d'agir s'imposerait comme une évidence. La perspec-

JENNY BEUVE, 1^{ÈRE} CIRCONSCRIPTION DU VAL DE MARNE (94)

tive d'un futur meilleur pour les générations à naître serait notre raison de vivre.

C'est pourquoi, en même temps que je me battrais pour une politique du plein emploi et pour changer la façon de faire de la politique, je mènerai une bataille pour la promotion d'une culture de la dignité humaine.

Par exemple, il faudra enseigner le chant choral classique avec la méthode du *bel canto* dans toutes les écoles, y compris en banlieue et à tous les niveaux. Les jeunes doivent avoir accès au meilleur de la culture universelle dès la maternelle. C'est la seule façon de garantir qu'à un âge où l'on ne comprend pas toujours les mots, le travail dans une chorale donnera un sens d'unité aux relations sociales à travers la diversité des voix de chacun. Il nous faut ces bases pour une renaissance culturelle, en opposition à la guerre psychologique que l'on subit, encore aggravée par la Star'Ac ou le Tac-0-Tac, qui ne font que détruire nos capacités morales à intervenir face à l'injustice.

Il nous faudra aussi créer un Institut d'Histoire universelle pour redonner à tous un sens d'identité à travers l'histoire de l'humanité. Le communautarisme n'aura alors plus aucun sens lorsqu'on se rendra compte que l'histoire de l'humanité est une et universelle. Enfin, les mots tels que Liberté, Egalité, Fraternité doivent avoir un

sens, en accordant une place aux humanistes de notre Histoire qui se sont battus pour les défendre, redonnant ainsi aux jeunes des personnalités auxquels ils pourront s'identifier en dehors des stars virtuelles.

Mais le plus important est de se demander : quelle société voulons-nous pour les vingt-cinq prochaines années ? C'est aujourd'hui que ça se décide. Optons-nous pour la paix par le développement ou pour la destruction par la concurrence ? Si nous optons pour la première, il faudra très vite sortir de la soumission aux intérêts financiers internationaux qui organisent le pillage des populations et de l'Etat, tout en exigeant ensuite le remboursement de la dette. Ayons le même courage que les pays d'Amérique du Sud pour sortir de la soumission au FMI et à la Banque mondiale. Ayons le courage de nos amis américains qui se battent pour faire destituer Bush et Cheney.

Arrêtons d'avaloir notre poison ! C'est comme l'alcool, ça ne peut pas se faire du jour au lendemain, mais entourez-vous de gens optimistes et mobilisez-vous ! Contactez-nous et demandez « notre projet contre les puissances du fascisme financier ». Il faut arrêter de croire aux mensonges et de se mentir à soi-même. Prenons le taureau par les cornes pour changer les habitudes et réveillons ceux qui dorment à l'Assemblée



nationale pour leur rappeler leur rôle.

Exigeons le plein emploi, utilisons la formation professionnelle pour faire muter notre économie de l'argent virtuel vers le défi de bâtir une économie productive de la vie. Avec notre mouvement de jeunes, nous nous battons pour un changement des règles du système monétaire international dans une quinzaine de pays. Pour faire que la population et nos dirigeants rétablissent des banques nationales au service de l'intérêt général. Pour bâtir des écoles, des hôpitaux, des logements, des transports publics de qualité, et pour passer de l'ère du pétrole à une économie des atomes pour la paix. Avec cet optimisme nous pourrions peut-être même permettre à l'Afrique d'avoir du nucléaire pour le dessalement de l'eau de mer et pour reverdir le désert.

Si vous avez soif de changement, votez pour ces idées. ●

GÉRARD CHENU

NANCY,

4^{ÈME} CIRCONSCRIPTION (54)



LAURENT SIMON

SARREBOURG/CHATEAU-SALINS

4^{ÈME} CIRCONSCRIPTION (57)

EMMANUEL KAPELA

VILLEURBANNE,

6^{ÈME} CIRCONSCRIPTION (69)



DANIEL MENUET

PARIS,

21^{ÈME} CIRCONSCRIPTION (75)

Conférence de l'économiste démocrate Lyndon LaRouche Nous avons besoin d'un « nouveau Washington »

Lors de sa conférence internet du 1^{er} mai, l'orateur a insisté sur la nécessité d'instaurer de toute urgence un nouveau système monétaire international. Extraits.

Ce que je vais vous annoncer, qui sera suivi d'une présentation sur ce sujet, va provoquer l'incrédulité chez beaucoup de gens dans le monde, surtout ici aux Etats-Unis. C'est pourtant la vérité. Je vais vous donner certains éléments sur la situation mondiale que vous n'avez peut-être pas pris en compte ou que vous ne connaissiez pas, ce qui expliquerait ces doutes.

Le système monétaire-financier se trouve actuellement dans un processus de faillite si irréversible qu'il n'y a pas moyen qu'il puisse se rétablir ni même survivre. Il est fini. Même la valeur de l'argent est douteuse.

Pour que la civilisation perdure sur cette planète, il faut que, très rapidement, les Etats-Unis passent un accord avec la Russie, la Chine, l'Inde et d'autres pays, prévoyant d'instaurer immédiatement un nouveau système monétaire international, s'appuyant sur le précédent de la création du système de Bretton Woods en 1944-45, par Franklin Roosevelt. C'est possible, et c'est indispensable. La Russie a déjà indiqué, par la voix du président Poutine et d'autres, sa volonté de collaborer avec les Etats-Unis (peut-être pas avec les clowns qui occupent actuellement la Maison Blanche) dans une nouvelle relation différente.

C'est la seule option valable pour l'humanité maintenant. Le délai, c'est l'immédiat. On ne peut pas attendre 2009, ni 2008. Il faut le faire maintenant. Parce que le système dans son ensemble est en faillite. Pour le faire tenir, il faut des épingles ou du chewing gum...

En fait, le système, sous sa forme conventionnelle, est entré en faillite en octobre 1987, ce que j'avais eu le privilège de prévoir quelques mois auparavant. C'est alors qu'un type du nom d'Alan Greenspan, qui ne brille pas par la clarté de son langage, a été nommé nouveau gouverneur de la Réserve fédérale. Il a annoncé à celui qu'il allait remplacer, Paul Volcker, et à d'autres : « Attendez, j'arrive ! ». Lorsqu'il est entré en fonctions, il a lancé la plus grande fraude qu'on puisse imaginer. Au lieu de reconnaître que nous nous trouvions déjà dans des conditions de dépression comme en 1929, il a décidé qu'il fallait créer ce qu'on appellerait plus tard un « mur d'argent ». C'est-à-dire des quantités croissantes de vrai-faux argent, non sous forme de billets de banque, mais de fictions électroniques – on pourrait parler d'accords basés sur du vent.

Deux facteurs furent décisifs. Tout d'abord, [les institutions de rachat hypothécaire] Fannie Mae et Freddie Mac furent transformées en mécanismes de spéculation folle sur des titres financiers adossés à des crédits hypothécaires. Deuxièmement, surtout à partir de l'entrée en fonctions du président Clinton [janvier 1993], on a déversé de l'argent fictif dans la société de l'information.

Puis, comme vous le savez, au cours du printemps et de l'été 2000, la « bulle de l'an 2000 » éclata. Mais auparavant, un mur d'argent avait été érigé dans le secteur – on pouvait obtenir de diverses sources quantité d'argent pour rien, ou moins que rien ! Ici, en Virginie, on a eu le cas de Winstar, une société qui n'a jamais rien produit ! On engagea des directeurs, avec des salaires élevés. Puis elle a fait faillite, et les directeurs décampèrent... C'est un cas typique.

Après, nous avons eu le gouvernement Bush. George ne savait pas ce qui se passait, c'était un instrument de Dick Cheney. Leur plan était de faire la guerre. La décision de partir en guerre n'a pas été prise après le 11 septembre, mais bien avant. J'ai prévu à l'époque (certains d'entre vous s'en rappelleront) que nous devions nous attendre à un incident semblable à l'incendie du Reichstag orchestré par Hermann Göring en février 1933, qui avait permis au même juriste [Carl Schmitt] qui inspire aujourd'hui les membres de la Federalist Society, de faire adopter une loi accordant des pouvoirs dictatoriaux à Hitler. Et on connaît la suite...

Ici, nous avons eu le 11 septembre. Le nouveau gouvernement, créé artificiellement avec de la boue ou une substance encore moins agréable par George Shultz – celui-là même qui avait dirigé la mise au pouvoir du régime fasciste de Pinochet au Chili – adopta une politique de nature dictatoriale. Et au soir du

Au cours de l'histoire, les révolutions ont été accomplies par la génération de jeunes adultes de 18 à 25 ans, et au-delà, jusqu'à 35 ans. C'est elle qui absorbe les idées nouvelles et les transmet aux générations suivantes.

11 septembre, il essaya d'imposer des pouvoirs dictatoriaux, sans y parvenir complètement. Il a néanmoins obtenu des pouvoirs quasi-dictatoriaux, concentrés dans les mains de Cheney et d'autres.

A certains égards, Cheney n'est pas si important que cela, c'est un simple exécutant. Mais il travaille pour des groupes de gens associés à George Shultz, qui est une personnalité internationale. Le centre de pouvoir ne se trouve pas aux Etats-Unis mais à Londres. (Al Gore est officiellement un agent du gouvernement britannique et de la monarchie britannique. Le programme qu'il promeut aujourd'hui vient de Grande-Bretagne, non des Etats-Unis.)



Publicité pour la Thunderbird en 1957 : voiture de rêve devant la villa rêvée d'une banlieue chic, loin des usines et des pauvres. C'est dans cette ambiance irréaliste que les boomers en « cols blancs » ont grandi.

LE PHÉNOMÈNE « BOOMER »

On a donc imposé une sorte de dictature aux Etats-Unis. Nous avons toute une génération, celle du *baby-boom* née entre 1945 et 1956, qui a subi un lavage de cerveau bien spécifique. Je parle du secteur « col blanc » de cette génération, à la différence des travailleurs. C'étaient les enfants « admirables ». On disait aux enfants nés alors : « Nous sommes admirables, contrairement aux cols bleus. Nous allons réussir. Nous aurons le pouvoir. » C'était



LaRouche, ancien candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle aux Etats-Unis, lors de sa conférence internet à Washington.

la période du mythe du col blanc, celui de *The Organization Man* [description de l'homme d'affaires type, du conformisme] : « Nous allons diriger le monde ».

En février 1957, on assista à une récession profonde, qui continua jusqu'en 1961. Ce fut la fin du mythe de la génération du *baby boom*. Mais aux petits enfants, nés entre 1945 et 1956, on avait inculqué une certaine idéologie qui allait donner l'idéologie des soixante-huitards. Ces gosses méprisaient les ouvriers, méprisaient les fermiers, détestaient l'ingénierie et la science, et étaient déterminés à créer un paradis dans lequel ces choses n'existeraient pas. Lorsque ma génération a commencé à disparaître, surtout à la fin des années 80, ils ont commencé, par leur influence, à fermer

les industries. Ils ont fait des absurdités pour arrêter le progrès technologique. Ils ont ruiné les agriculteurs, les industries, la population travailleuse, tout ! Et ils se disaient de la « génération dorée ».

La révolution des soixante-huitards remonte en fait à ceux qui détestaient Franklin Roosevelt et voulaient détruire, dans l'après-guerre, tout ce qu'il représentait aux Etats-Unis. Cela n'a pas été possible d'un coup, mais après l'assassinat de John Kennedy et le lancement de la guerre en Indochine, ils ont progressé peu à peu. On utilisa les jeunes gens nés entre 1946 et 1956, qui arrivaient à l'âge adulte, comme bélier – comme on l'a vu dans les rues des Etats-Unis et d'ailleurs, au cours du printemps, de l'été et de l'automne 1968 – pour déclencher une révolution culturelle.

Les soixante-huitards avaient un instinct de classe contre les ouvriers, les fermiers et les scientifiques. Ils ont donc divisé le Parti démocrate, dont la base était composée justement de ces couches de la population. Les soixante-huitards s'y opposaient au nom de la gauche. Mais la gauche était à droite ! C'était les enfants de ceux qui avaient créé Hitler en Allemagne dans les années 20 et 30.

Ils ont donc divisé le Parti démocrate et amené au pouvoir un mouvement potentiellement fasciste à travers le président Nixon. En fait, Nixon n'était pas le problème, mais seulement un instrument de transmission du problème. Il n'était pas la maladie, mais le porteur de la maladie. Ce fut une conséquence du « complexe militaro-industriel » dont parlait Eisenhower.

Depuis cette époque, pour ceux parmi les 80 % les moins favorisés de la société, les conditions de vie et les acquis se sont détériorés. La tentative de supprimer la caisse des retraites publique, la destruction effective du système de santé, etc., sont des produits de ce processus. Nous avons aujourd'hui un régime effectivement fasciste aux Etats-Unis, le gouvernement Bush.

On constate une révolte contre cette tendance chez les jeunes adultes de 18 à 35 ans. Nous l'avons vu cette semaine en Californie [la convention du Parti démocrate de Californie

nie s'est déroulée du 27 au 29 avril]. Concernant la destitution de Dick Cheney, depuis que le Parti démocrate a regagné le Congrès [en novembre 2006], il s'est mobilisé pour bloquer toute tentative de mettre Cheney en accusation, prétendant que « lorsque nous arriverons au pouvoir en 2009, nous nous occuperons des problèmes ». Mais faute de changement, il n'y aura même pas de gouvernement en 2009. (...)

LE RÔLE DU DOLLAR

Ou bien on élimine tout ce que représente la faction de Cheney, ou bien il n'y aura plus d'Etats-Unis. Prenez le dollar, qui est la monnaie de réserve mondiale, maintenant encore, en dépit de ses problèmes. Si le dollar s'écroule, on assistera à un effondrement en chaîne du commerce, des valeurs financières, etc., plongeant le monde entier non pas dans une dépression, mais dans un nouvel âge des ténèbres comparable à celui du milieu du XIV^{ème} siècle.

Nous devons donc intervenir immédiatement pour l'empêcher. La clé de voûte, c'est de maintenir le rôle du dollar comme monnaie de réserve, sinon tout s'effondre.

Il y a des gens haut placés qui ne sont pas d'accord avec cela, ils disent avoir un « système » pour remplacer le dollar. C'est ce que dit Benn Steil, du Conseil des relations extérieures (CFR), un idiot, mais un idiot bien informé. Le système d'institution proposé par le CFR ne pourrait jamais marcher !

Mais ils y croient, ils ont la foi. Ils croient au paradis, même si c'est l'enfer, du moment que ce que sont eux qui le gèrent. Ce que ce type écrit dans *Foreign Affairs* est idiot. Dans le fond, il propose que trois monnaies contrôlées par des intérêts privés dirigent le monde.

Mais toutes les valeurs dans le monde aujourd'hui reposent sur le rôle déterminant du dollar (et des engagements en dollars), comme monnaie de réserve.

Par exemple, si le dollar s'effondre, que deviendront les actifs de la Chine ? Pscht ! Et les actifs de l'Inde ? Pscht ! Et l'Europe ? pareil. Car sans monnaie stable, sans norme de valeur pour le commerce, impossible de maintenir le système.

Nous sommes dans un système-dollar – on ne peut pas faire semblant qu'il en soit autrement. On peut parler de paniers de monnaies, mais cela ne marchera pas, parce que le monde dépend de la dette des Etats-Unis. Et si leur position en tant que nation débitrice n'est pas reconnue, tout sombre.

Cependant, le système est en faillite. Nous devons le déclarer en faillite, puis le mettre en redressement judiciaire, afin que les gouvernements décident des mesures à prendre. Ils doivent assurer que les paiements nécessaires soient effectués et les fonctions vitales maintenues. Les retraites seront versées, les investissements dans les entreprises productives seront consentis, mais on suspendra, ou annulera, les paiements sur certaines catégories d'obligations, par exemple sur les dettes de jeu, qui ne représentent aucune richesse. On annulera les dettes de jeux ou de paris qui constituent, sous une forme ou une autre, le plus gros de la dette mondiale. Ensuite, on prend des mesures, par le biais des gouvernements, pour instaurer des accords commerciaux de crédit permettant non seulement de maintenir le niveau de l'activité physique actuel, mais de l'accroître.

Il y a plusieurs choses à faire. Tout d'abord, nous devons renverser le processus de destruction que l'économie américaine subit depuis

1971, principalement. Nous sommes devenus une société postindustrielle, dépendant de ses importations. Nous ne gagnons plus notre vie, nous nous endettons pour acheter ce que nous ne produisons plus. Le système de santé publique s'évanouit, on dénature l'agriculture pour la production d'éthanol.

Le gouvernement doit assumer ses responsabilités, en vertu de la même autorité constitutionnelle invoquée par le président Franklin Roosevelt dans les années 1930. La tâche à accomplir est, certes, plus grande que celle à laquelle Roosevelt était confronté, mais les mêmes principes s'appliquent. Il ne s'agit pas d'une innovation juridique, ce sont les principes du Système américain d'économie politique, tel que Roosevelt les avait compris et qui réussirent à transformer une nation en faillite, les Etats-Unis des années 1930, en la plus grande puissance productive que le monde ait jamais connue. Une puissance qui nous sauva du nazisme et de ses conséquences. De sorte que les conditions étaient réunies, au moment de la mort de Roosevelt, pour libérer le monde du colonialisme et établir une fédération d'Etats-nations souverains en vue de coopérer au développement du monde entier de façon équitable, de mettre fin à la misère et d'instaurer la justice.

Mais on étouffa cette possibilité. [Le nouveau président Harry] Truman l'étouffa dès la fin de la guerre, pour soutenir un nouveau colonialisme : reconquête de l'Indochine, de l'Indonésie, soutien à des formes de pseudo-liberté en Afrique, à un arrangement bidon en Inde -- qui reste chaotique à ce jour. Les Etats-Unis ont soutenu la Grande-Bretagne, en particulier, dans une recolonisation de régions qui s'étaient battues pour leur liberté et étaient sur le point de l'obtenir. On a empêché tout développement dans des régions qui le recherchaient et qui l'auraient obtenu si Roosevelt avait vécu.

La solution aujourd'hui est de revenir à l'œuvre de Roosevelt et de reprendre ce qu'on n'aurait jamais dû interrompre. Les nations intelligentes dans le monde le reconnaissent, et certaines sont relativement puissantes. La Chine a une population de 1,4 milliard de gens, la plus importante au monde. L'Inde a plus d'un million d'habitants. On voit une tendance similaire dans une bonne partie de l'Asie. La Russie reste une nation puissante avec un grand potentiel. C'est une nation eurasiatique, ayant des liens historiques à l'Europe et à l'Asie. Elle fait passerelle entre la civilisation européenne et la culture asiatique.

Si ces nations sont unies, incluant les Etats-Unis, autour de la détermination de sauver ce monde, et si la Russie, la Chine et l'Inde se mettent d'accord sur la négociation immédiate d'accords spéciaux visant à stabiliser la situation et à créer les fondations d'une nouvelle direction des affaires mondiales, cela peut marcher. Car d'autres nations, relativement plus faibles, s'y joindront si on leur en offre l'occasion. Elles s'y joindront à travers ce que Roosevelt voulait que les Nations unies deviennent : non pas un instrument de la mondialisation, mais une entité regroupant des Etats-nations souverains pour coopérer dans les intérêts communs de l'humanité.

C'est tout à fait faisable, et nous sommes arrivés au point où il n'existe pas d'autre choix sensé.

DESTITUER CHENEY !

En Californie, le week-end dernier, nous avons vu une démonstration, sous une forme relativement modeste mais significative, qu'une telle évolution était possible à court terme. Au début, les dirigeants du Parti démocrate refusaient de soutenir la destitution de Dick Cheney. Il est vrai que beaucoup d'entre eux reçoivent de l'argent des cercles financiers contrôlés par George Shultz. Bon nombre de candidats présidentiels -- démocrates et républicains -- encaissent, directement ou indirectement, des fonds de ces cercles, y compris de Felix Rohatyn, un fasciste qui finance le Parti démocrate. C'est l'un de ceux qui financèrent la montée au pouvoir de Pinochet au Chili. George Soros est d'un genre différent, mais se trouve dans une position similaire. Ensuite, on a les banquiers qui sont directement derrière George Shultz.

Les dirigeants plus âgés du Parti démocrate, qui pensent petit, se disaient : « Ne destituons pas Cheney, George Shultz ne veut pas de sa destitution. Essayons simplement de gagner la prochaine élection. » Eh oui, à condition de survivre jusque-là !

Mais les jeunes, et les plus démunis, ne sont pas d'accord avec cette politique acceptée par

la direction du parti. Moi, j'ai dit : « Non, il y a beaucoup de gens qui veulent la destitution de Cheney. C'est l'un des projets les plus populaires dans le monde en ce moment. Tout le monde veut se débarrasser de Cheney, alors, où le problème ? C'est un criminel, il a commis un crime. Nous l'avons pris en flagrant délit : il nous a entraînés dans la guerre par ses mensonges. De même que Tony Blair, qui a menti. Et le président Bush aurait menti s'il était assez intelligent pour savoir ce qu'est un mensonge. Où est le problème ? Il a commis tous les actes de trahison possibles, qu'attendez-vous ? »

La destitution de Cheney est encore plus populaire dans ce pays que la crème glacée ! Seulement, beaucoup d'Américains, surtout les plus défavorisés, sont convaincus qu'ils n'ont aucun pouvoir. On leur permet tout juste de voter pour des candidats approuvés ou des thèmes approuvés, mais on ne leur permet pas de dire : « Eh, attends une minute, j'ai une autre idée ». S'ils le font, on les traite de fous, la presse n'en parle pas. Ils ne sont pas représentés.

Les gens ne vont pas simplement descendre dans la rue pour crier : « Nous voulons ceci », et c'est celui qui crie le plus fort qui gagne. Ils ont besoin d'un système représentatif, par



Convention du Parti démocrate de Californie : le LYM (LaRouche Youth Movement) a réussi à briser les règles du jeu !

lequel se développe un processus de délibération d'idées et d'enjeux, dans lequel leur voix est entendue, leur esprit engagé, leurs opinions prises en compte. Nous n'avons pas un tel système aux Etats-Unis aujourd'hui. Nous avons des individus qui dirigent le pays, qui disent aux gens de rester à leur place : « Nous vous l'expliquerons plus tard, nous vous dirons en janvier 2009 de quoi il retourne dans cette élection. »

Il fallait donc un catalyseur et notre rôle était de le devenir. Il y avait des gens à la Convention du Parti démocrate de Californie et dans d'autres parties du pays, qui réclamaient la destitution de Cheney. Pourquoi la direction du Parti n'en voulait-elle pas, alors que la majorité des démocrates sont pour et savent que c'est nécessaire ? A cause de magouilles, ou pour éviter des ennuis.

Dès lors, comment faire pour que la volonté de la majorité s'exprime et soit respectée ? Notre mouvement, surtout notre mouvement de jeunes, a été le catalyseur au sein du Parti démocrate qui déclencha le processus par lequel la majorité des gens ont pu exprimer leur volonté. C'est un peu comme l'eau retenue par un barrage : si on fait une petite brèche dans la structure, l'eau se déverse à flots à travers le paysage. Dès lors que nous avons ouvert cette brèche, le Parti démocrate a -- enfin -- remis la destitution de Cheney sur le tapis, en Californie et ailleurs.

C'est de cette manière que la volonté du peuple doit s'exprimer. C'est cela le rôle du leadership dans une société, savoir ce qu'il faut faire et reconnaître le problème suivant : des individus âgés aujourd'hui de 50 à 65 ans, des vétérans du phénomène soixante-huitard, détiennent la majorité des positions de pouvoir aux Etats-Unis, c'est un phénomène social. Ceux qui ont moins de 30 ans, surtout dans la tranche des 18 à 35 ans, n'ont aucune représentation efficace. On parle de démo-

cratie ? Oui, mais nous voulons parler de la vraie démocratie. Pas seulement de voter oui ou non, mais de *participer au processus de délibération*, à travers lequel telle ou telle politique est décidée et adoptée. Le droit de vote n'est pas la liberté ; le droit de participer au processus de délibération, où l'on définit les querelles importantes, *si*. Le droit de se développer, de savoir et de pouvoir faire ce genre de contribution, *c'est cela la liberté*. Pour l'obtenir, la liberté doit avoir le droit de s'exprimer.

LE TEST : LA DESTITUTION DE CHENEY

Le gouvernement Bush est en train de se désintégrer, sous nos yeux, il s'effondre. Nous sommes donc dans une situation où, dans des conditions de crise, à condition de s'engager et d'être respecté par la majorité des gens, si l'on ouvre les portes de la délibération pour que le peuple y participe -- notamment parmi les 80 % les moins favorisés de la population -- on peut ouvrir le barrage. Et les eaux se déverseront, les changements pourront se faire soudainement, et les cauchemars qui nous tourmentent aujourd'hui seront emportés.

bles pour un coût raisonnable.

Si nous nous donnons pour mission de développer l'infrastructure, de traiter la crise internationale de l'eau douce et autres, puisque nous connaissons les technologies appropriées, alors nous pouvons sauver cette planète. Non pas par un miracle envoyé d'en haut, mais grâce à notre propre volonté, en adoptant les mesures et les dispositions institutionnelles nous permettant d'y parvenir.

Notre tâche est donc claire, comme on l'a vu en Californie, sachant qu'il y a une bombe prête à exploser. Cette bombe, c'est l'opinion publique des 80 % de la population les moins riches, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Il faut libérer le potentiel de cette tranche de la population, l'« homme oublié », comme disait Roosevelt. Qu'il participe à la discussion, au lieu de seulement voter. Qu'il comprenne que sa contribution à la discussion est importante. Il fait partie des délibérations. Les faits sont présentés, l'échange de vues se produit, et ils ont participé à la décision qui est prise. Qu'ils soient d'accord ou non avec le choix, ils y ont contribué. Leur voix a été entendue, leurs intérêts ont été pris en compte. Dans ces conditions, nous pouvons résoudre les problèmes.

Par exemple, la Chine a un problème majeur. A certains égards, la Chine est riche, mais à d'autres, elle s'appauvrit. Le Parti communiste a ses milliardaires, parce qu'en s'adaptant au capitalisme, certains chefs du Parti sont devenus de gros capitalistes. D'un autre côté, on a une population largement sous-développée. Les dirigeants savent qu'ils doivent traiter ce problème.

Les gouvernements de la plupart des pays asiatiques le savent et voudraient bien trouver une solution. Par conséquent, si certaines grandes puissances, comme la Russie -- une puissance eurasiatique dotée d'importantes technologies -- s'allie à la Chine et à l'Inde, comme cela se fait en ce moment, il suffit que les Etats-Unis s'engagent, en tant que partenaire, aux côtés de ces trois pays, ainsi que d'autres, pour créer un bloc capable de changer le monde. On pourrait le faire du jour au lendemain. Le Président russe en a exprimé la volonté, et certains dans son entourage également. Nous pourrions établir un tel accord dès demain ! A condition d'avoir le bon gouvernement à Washington. C'est une option possible, disponible dès maintenant. Et le peuple américain, s'il en était au courant, serait partant lui aussi.

Notre boulot, c'est d'assurer qu'il soit mis au courant.

Le peuple et le gouvernement chinois comprennent la nécessité de coopération entre ces nations. Dans ces quatre pays, tous les patriotes intelligents la reconnaissent. Ils ne sont peut-être pas d'accord sur bien d'autres choses, mais ils sont d'accord là-dessus : cette combinaison de pouvoirs permettrait de détourner le monde de la guerre pour retrouver la voie de la diplomatie. Toute nation sensée préfère la diplomatie à la guerre.

Le problème, c'est que les gouvernements britannique et américain ne veulent pas la paix ! Ils ne veulent pas la diplomatie, mais la guerre. C'est ce que nous constatons depuis 2000.

Nous avons devant nous une occasion merveilleuse, née de la nécessité. Nous avons une option devant nous -- la seule qui existe. Reste à savoir si nous sommes suffisamment raisonnables pour l'adopter. Y a-t-il suffisamment d'Américains sains d'esprit pour la soutenir ? Pourrions-nous briser les barrières au sommet des institutions, afin de répondre à cette volonté implicite de délibération qui couve parmi les 80 % de la population les moins favorisés ?

Dans toute l'histoire, les révolutions, et pas seulement les révolutions sanglantes, ont été accomplies par la génération de jeunes adultes de 18 à 25 ans, et au-delà, jusqu'à 35 ans. C'est la génération qu'on envoie à la guerre, n'est-ce pas ? C'est la génération qui produit les dirigeants qui succéderont, un jour, à ceux actuellement au pouvoir. C'est elle qui absorbe de nouvelles idées et les transmet aux générations suivantes. C'est elle qui introduit les réformes permettant à la société de progresser.

Comme vous le savez, chaque projet important dans le monde tend à être un investissement à long terme, et ce genre d'investissement a une durée de vie de 25 à 50 ans. C'est la génération plus jeune qui a la perspective d'investissements sur 50 ans, ou du moins 25 ans. Pour changer les conditions de vie d'une nation, c'est cette génération qui a l'élan, l'engagement et le dévouement pour l'assurer.

↳ Suite page 6

Promotion des jeux vidéos violents : un crime contre l'humanité

La présentation de l'économiste américain a été suivie de deux heures de discussion, couvrant des thèmes variés : crise au Parti démocrate, krach financier, rôle de la Russie dans le monde, Soudan, etc. Extraits de deux questions-réponses.

Votre mouvement s'est fait un nom dans les années 1980, lorsque des milliers de citoyens ordinaires se sont présentés à des élections en tant que démocrates larouchistes. J'ai vu sur votre site que deux membres de votre mouvement de jeunes – qui représentent une couche de jeunes gens qui sont tout sauf ordinaires – ont remporté des postes dans le Parti démocrate de l'Etat de Californie, le plus grand de tous les Etats-Unis. Je me demande si vous comptez reprendre la tactique des années 80, mais avec une nouvelle tournure. Mon instinct politique, qui vaut encore quelque chose dans cette ville, me dit que présenter un nombre important de jeunes gens qualifiés pourrait constituer l'intervention la plus efficace possible dans la campagne présidentielle démocrate.

Le problème, c'est que les campagnes dépendent trop de l'argent. C'est ainsi que l'argent achète les campagnes, alors que les campagnes devraient financer ceux qui y travaillent.

Le style de campagne en vigueur aujourd'hui coûte très cher. On lève des fonds pour acheter des publicités dans des médias de masse, qui sont franchement mauvaises. On conseille aux candidats de prendre des experts pour formuler leurs messages, si bien qu'ils ne disent rien de fondamental.

Regardez les campagnes présidentielles telles qu'elles sont menées en ce moment. Aucune ne dit quoi que ce soit d'important. Certains font référence à des questions cruciales, mais sans dire comment faire. Hillary Clinton, par exemple, dit que lorsqu'elle sera présidente en 2009, elle s'occupera de la guerre en Irak, elle retirera les troupes. Mais c'est éviter le problème : comment les en faire sortir dès maintenant ? Certains rétorquent : combien y aura-t-il de morts d'ici là ? On vient d'enregistrer le plus fort taux de décès de soldats américains en un mois.

[Les candidats] se tournent vers des « anges » financiers en leur demandant de grosses sommes pour leur campagne. Cet argent est ensuite donné à des experts et des agences de publicité spécialisées, qui décident de la politique. Le candidat subit un véritable lavage de cerveau : « Voilà ce qu'il faut faire. Regardez ce groupe d'électeurs, ou celui-là, faites ceci ou cela. »

Mais attendez une minute : si on parlait

d'une nouvelle idée qui réponde à la réalité ? Pourquoi adopter un slogan plutôt qu'une idée ? Parce que les campagnes ne s'intéressent pas aux problèmes des gens. C'est différent si les gens sont impliqués dans une campagne, et c'est ce que nous avons fait dans les années 80, nous n'avions pas de grosses campagnes de publicité, nous faisons une politique de la base. Des citoyens ordinaires, avec leur bagage ou leurs talents personnels, se présentaient ou participaient aux campagnes. Ils s'intéressaient aux réalités de la vie des gens. Et nous avons eu un grand impact ; proportionnellement, nous avons obtenu plus de résultats, par dollar déboursé, que toute autre campagne !

Oui, vous avez raison, l'essentiel, c'est l'organisation de masse. Nous nous adressons à la base du Parti démocrate. Cette base traditionnelle (agriculteurs, travailleurs, certaines professions) nous est ouverte. Il y a aussi des républicains, ou se disant tels, qui partagent ce point de vue. Il est vrai que de nombreux républicains étaient à l'époque des démocrates pour Reagan, et on comprend pourquoi. Nous avons aussi des gens qui n'appartiennent à aucun parti, mais qui s'intéressent à la politique.

Si on organise au niveau des masses, en intervenant activement sur certaines questions, oui, on peut bâtir un mouvement de masse. Par exemple, la destitution de Dick Cheney est une question qui intéresse les masses. L'un des thèmes les plus populaires actuellement, c'est la destitution de Cheney. Prenez la question militaire : combien de familles ont été touchées par la guerre d'Irak elle-même et aussi par le fait que notre gouvernement, qui dépense de l'argent pour toutes sortes de choses, ne s'occupe pas de ses propres soldats, ne leur fournit pas ce dont ils ont besoin. Il ne s'occupe pas d'eux quand ils sont blessés, il essaie de les priver de leur accès [aux soins].

Ces gars-là pensaient qu'ils servaient leur pays ! Cheney a menti pour pouvoir les envoyer à la guerre. Ils se sont fait tuer... pour des mensonges ! Ils n'étaient pas suffisamment entraînés. Ils n'avaient pas les protections nécessaires, parce qu'on voulait épargner sur leur dos. On a pillé les Etats-Unis pour payer Halliburton et d'autres sociétés.

Réfléchissez à combien de gens sont frappés, de près ou de loin, par cette guerre, menée depuis trop longtemps et qui n'aurait jamais dû commencer.

Prenez les autres problèmes : l'assurance

maladie, les retraites, regardez ce qui se passe dans le Michigan, l'Ohio, l'Indiana, parce que le Congrès a refusé de soutenir ma proposition d'intervention d'urgence pour sauver l'industrie automobile, en reconvertissant une partie des équipements pour produire les équipements infrastructurels dont nous avons besoin.

Tout cela touche directement les gens, mais ils ne réagissent pas parce qu'ils ne savent pas comment réagir. Il faut leur montrer les connexions, pour qu'ils comprennent les problèmes et comment les résoudre.

Oui, il faut engager la population, pour deux raisons. D'abord, on a besoin d'une base populaire, sinon on ne peut pas gagner des élections de façon honnête. Ensuite, si on ne fait pas participer la population à la lutte sur ces questions, elle ne les comprendra pas. Si on implique les gens dans des campagnes politiques au niveau de la base, tout en y intégrant la politique nationale et internationale, ceux qui y participent deviennent les véhicules pour éduquer la population autour d'eux.

Voilà, pour moi, la vraie politique.



Publicité pour le jeu vidéo Counterstrike utilisé par de nombreux jeunes, qui peut faire d'eux des tueurs en série.

JEUX VIDÉOS VIOLENTS

De nombreuses questions envoyées par e-mail à Lyndon LaRouche pendant son discours concernaient le massacre perpétré par un étudiant à l'Institut technologique de Blacksburg (Virginie), le 16 avril dernier. L'une d'elles, adressée par une responsable du Groupe des femmes au Congrès fédéral, résumait bien le sentiment général. Après s'être déclarée sceptique quant à la possibilité d'empêcher de telles tragédies en adoptant des lois plus strictes sur le port d'armes, elle commenta la déclaration de LaRouche sur les jeux vidéos.

« Si vous voulez sérieusement les faire interdire, vous allez sans doute livrer le plus dur combat de votre vie. D'un côté, il y a des sommes d'argent immenses en jeu. De l'autre, on trouve également un agenda politique derrière la promotion de ces jeux. En outre, de nombreux jeunes sont, sinon adonnés à ces jeux, du moins passionnément attachés à leur droit d'y jouer. Il me semble que la seule manière de réussir une telle campagne et de déshabiller nos jeunes serait de les convaincre (...) qu'ils se font manipuler comme des rats dans un laboratoire par des gens qu'ils considèrent normalement comme leurs ennemis. J'aimerais que vous nous parliez de cette question. »

Nous avons affaire ici à deux thèmes qui convergent, deux thèmes cruciaux, de nature stratégique. Il ne s'agit pas d'une question sociale locale. En remontant aux années 1970, suite à l'euphorie régnant chez une partie du gouvernement Nixon, on nous a présenté, notamment à travers le livre de [Samuel] Huntington, *The Soldier and the State*, une politique dont il n'était pas le concepteur, mais qui était déjà envisagée. Cette politique militaire allait être reprise par Dick Cheney à partir de 1989, lorsqu'il était ministre de la Défense, dans la perspective d'une réforme des affaires militaires. Felix Rohatyn en est l'un des promoteurs, de même que George Shultz, ce qui explique pourquoi certains démocrates, qui se font financer par eux, n'aiment pas en parler.

Cette politique consistait à ôter au gou-

vernement tout rôle concernant les affaires militaires pour en confier la partie logistique à des intérêts privés, comme Halliburton en Irak aujourd'hui. La plus grosse budget ne va pas à l'Armée, mais à Halliburton et d'autres entreprises qui s'enrichissent, se faisant payer au prix fort pour mener à bien des tâches militaires. L'idée était de séparer le militaire des fonctions gouvernementales, pour le remplacer par un arrangement similaire à la pire phase des légions romaines. (Après la création de l'Empire romain, les légions n'étaient plus que des commandos d'assassinat et d'extermination, comme les SS nazis plus tard.)

Cependant, une question scientifique se posait : comment conditionner un être humain pour en faire un tueur de sang-froid, capable de tuer encore et encore, sans voir le visage humain de l'être humain sur lequel il tire, comme cela s'est passé à Blacksburg ? Eh bien, la technique avait été mise au point au départ pour l'armée américaine, pour un programme d'entraînement spécial destiné à l'infanterie. Par la suite, elle s'est étendue à l'industrie du loisir pour jeunes. Elle servait aussi à former des policiers, comme on l'a vu dans le Bronx avec cet Afro-Américain qui, se trouvant entouré de policiers dans l'entrée de son immeuble, chercha dans sa poche une pièce d'identité et fut abattu de 41 balles. Il n'était pas armé, n'avait rien fait de suspect. Mais c'était le résultat d'un entraînement spécial des policiers.

La technique utilisée a surtout été développée depuis 2000. A l'époque, une crise a éclaté dans l'industrie high-tech, chez Microsoft notamment. Les sociétés étaient en difficulté parce que les liquidités qui avaient été abondamment investies en vue du bogue informatique de l'an 2000 (changement de millénaire sur les ordinateurs) n'arrivaient plus. Elles découvrirent alors que ces jeux de tir pouvaient devenir une bonne source de profits.

Depuis, le développement de la technologie informatique s'est de plus en plus orienté sur les jeux. Les jeux violents constituent une des plus grandes sources de croissance des revenus de l'industrie informatique. C'est pourquoi Microsoft, qui soutient les démocrates, est derrière l'un des jeux les plus dangereux et meurtriers.

On a entraîné des masses de personnes qui, soit sont prêtes à rejoindre les forces armées pour devenir une espèce de tueur spécial, soit sont dans la rue. Il y a des millions de jeunes qui sont des tueurs entraînés, sans jamais avoir eu d'arme en main. C'est le cas de ce jeune qui, prenant un pistolet pour la première fois dans la main, tira avec une précision mortelle. Il avait joué aux jeux vidéos. Ce type Cho [de Virginie] avait fait un peu d'entraînement sur un champ de tir, mais il s'est surtout entraîné aux jeux vidéos, détruisant aussi sa personnalité. C'est un jeu de Microsoft.

Ainsi, ces deux facteurs convergent. D'un côté, on a l'intention exprimée dans *The Soldier and the State*, visant à supprimer le soldat traditionnel, conscient de ce qu'il est, qui sert la société, pour produire des tueurs de type SS, sans conscience, comme ceux qui éliminèrent les juifs et autres dans les camps de concentration – c'est la même mentalité.

Comment produire cela à une échelle de masse ? Ce n'est pas si facile. Les êtres humains n'aiment pas tuer leurs congénères. La réticence, la répugnance, est très forte. Comment leur laver le cerveau pour qu'ils deviennent des zombies capable de tuer, encore et encore, sans émotion ? Comme un tueur à gages de la mafia, qui en rajoute même, comme dans l'un de ces jeux consistant à tuer des policiers, et après les avoir tués, on les décapite.

On privatise le militaire, comme les SS nazis à l'époque, puis on recrute à ce nouveau type de force armée, parmi la population civile, des jeunes qui ont déjà été formés à des techniques de meurtre.

La promotion de ce genre d'opération, avec une telle intention, constitue un crime contre l'humanité. Et ceux qui en sont responsables devraient immédiatement être poursuivis pour cela.

... Nous avons besoin d'un « nouveau Washington »

Suite de la page 6 ↘

Et les générations plus âgées se réjouissent de ce que font les jeunes gens parce qu'il en va du sens même de leur vie. La raison d'être de la vie d'une personne plus âgée, c'est d'avoir une génération suivante qui va donner un sens à ce qu'elle-même a fait, à ce qu'elle aura été.

La génération du *baby boom*, dans sa composition col blanc, a perdu ce sens. Ils ne croient pas en leurs propres enfants, ni en leurs ancêtres. Ils se croient déjà parfaits. C'est la « génération dorée » comme celle d'Athènes qui détruisit la Grèce antique, et la Grèce ne s'en est pas encore remise à ce jour. C'est cette « génération dorée » qui a provoqué la guerre du Péloponnèse.

Nous devons remplacer cette idéologie par l'idée de l'immortalité de l'être humain, dont la mortalité doit devenir immortalité à travers les générations précédentes et futures.

En cette période de crise, nous avons une chance d'éviter un nouvel âge des ténébres. Le gouvernement américain doit répondre à ce que la Russie a proposé, et d'autres nations comme la Chine et l'Inde, pour engager des

accords à long terme, intégrer d'autres nations dans ce partenariat et accomplir ce qui devrait être évident : revenir à la tradition qui, aux Etats-Unis, est associée à Franklin Roosevelt et coopérer avec d'autres nations sur cette base.

Par conséquent, nous avons besoin d'un nouveau Washington – avant 2009. Il faut commencer par se débarrasser de Cheney, le mettre à la retraite, à la campagne ou... dans un marais, s'il préfère. On doit changer le gouvernement de manière constitutionnelle, prendre les mesures d'urgence appropriées et reconnaître que le système financier et monétaire est en passe de s'effondrer. Que les gouvernements se mettent d'accord pour mettre le système financier en redressement judiciaire, en vue de le réorganiser. Ce processus doit nous permettre de sauver le crédit national et international, de lancer des projets à grande échelle afin de renverser la tendance actuelle à la décadence, et de partager avec d'autres pays la joie de participer à des intérêts communs, dans le développement mutuel, synonyme de sécurité pour nous tous, et pour les générations futures. ●

Convention démocrate de Californie

Le LYM remet la destitution de Cheney sur le tapis

Oyang Teng
LaRouche Youth Movement
Californie

Lors de la Convention démocrate de Californie, du 27 au 29 avril, la rébellion dirigée par le LYM, appelant à destituer le vice-président américain Dick Cheney, a éclipsé le défilé chatoyant des divers postulants à la candidature présidentielle.

Grâce à la ténacité du LYM, le parti démocrate californien a finalement adopté une résolution précisant que face aux crimes commis par l'administration Cheney-Bush, la destitution est une option envisageable. De plus, l'élection de deux membres du LYM, Quincy O'Neal et Wynneal Innocentes, à des postes de responsabilité au sein du parti, constitue pour les jeunes un « appel aux armes » afin de relancer la « nouvelle politique » dans les affaires de l'Etat.

Ce souffle nouveau a été apporté à la Convention (qui comptait 3000 délégués) par un contingent d'une soixantaine de membres du LYM, littéralement devenu, au cours des quatre dernières années, synonyme du mot d'ordre « destituer Cheney ». L'appel à la destitution, répercuté par les délégués des Démocrates progressistes d'Amérique (DPA) et les partisans de la campagne présidentielle du député Dennis Kucinich, a été revigoré par les chants et le militantisme du LYM. Autre renfort inattendu, la nouvelle selon laquelle, à la demande du porte-parole larouchiste de Louisiane, le Comité exécutif du Parti démocrate de cet Etat venait d'adopter une résolution soutenant le texte déposé au Congrès par ce même Kucinich, prévoyant une procédure de mise en accusation du vice-Président américain.

La veille, le Comité avait rejeté toute mention du mot « impeachment », malgré quatre résolutions en ce sens soumises au préalable, notamment celle du LYM adoptée par le Comité central du comté de Los Angeles. A la reprise des auditions du Comité des résolutions, le samedi soir, une chorale de 30 membres du LYM interpréta un canon anti-Cheney à trois voix, sur l'air de *Im Arm der Liebe* de Beethoven, sous les applaudissements d'une salle bondée. Le barrage céda. Dès lors, la dynamique était devenue irréversible et un compromis prévoyant la destitution comme option viable fut finalement approuvé à l'unanimité.

L'intervention chorale, qui avait été demandée par des membres des DPA, a simplement emballé une dynamique préalablement stimulée par les ironies politiques du LYM, ironies nécessaires à tout parti noyé sous le sophisme des petites tactiques électorales. Un exemple : deux militants déguisés en Al Gore et Dick Cheney, arpentèrent bras dessus, bras dessous les halls de la Convention et les réunions des comités, se déclarant mutuellement leur flamme, en prenant bien soin de bannir toute allusion à la destitution. Ce drôle de couple se rendit ensuite à une projection du film de Gore, *Une vérité qui dérange*, demandant aux spectateurs à la sortie : « êtes-vous converti maintenant ? ». (Il semblerait que le vrai Al Gore se soit vu refuser une invitation à la convention par les dirigeants de l'Etat.)

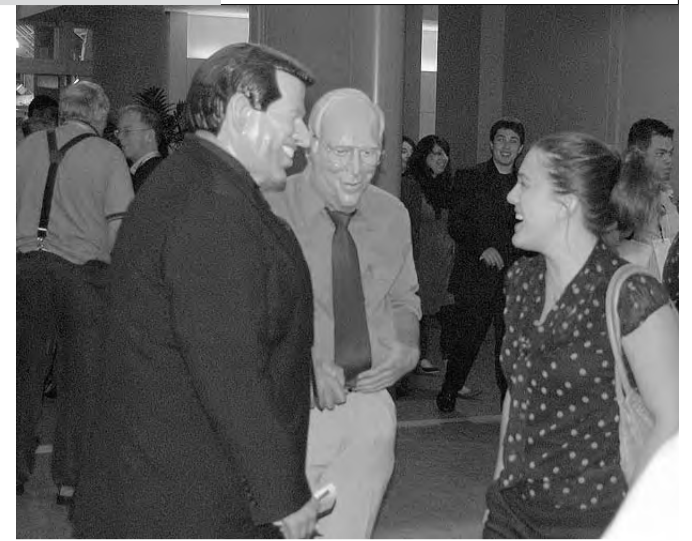
AU-DELÀ DES « SUJETS CONVENUS »

L'optimisme du LYM est indispensable pour contrecarrer la mentalité « 50 ans et plus », qui étouffe toute discussion et se préoccupe surtout de lever des fonds auprès de grosses fortunes, afin de ramener le parti à sa vocation première, celle d'une véritable organisation de masse dans la tradition de Franklin Roosevelt, s'appuyant sur sa base, avec un engagement renoué pour le développement scientifique et technologique.

Sur leurs panneaux, nos militants présentaient de grands projets d'installations nucléaires et de réseaux de transport à lévitation magnétique, aux antipodes des politiques anti-technologiques génocidaires de Gore, invitant les délégués à des discussions autour de projets pour faire reverdir le désert et dessaler l'eau de mer.

Dans une autre intervention iconoclaste, un de nos membres a présenté au Comité des Résolutions un texte élaboré par le LYM, dénonçant l'escroquerie du réchauffement climatique imputé à l'homme. Il a insisté sur les dangers que la limitation de l'activité industrielle représente pour les pays en voie de développement, faisant valoir que les jeunes devraient voir la science et la technologie comme une solution, et non comme la cause des problèmes.

De tous les candidats présidentiels démocrates présents, Dennis Kucinich était le seul à estimer que la mise en accusation du gouvernement actuel constitue le seul moyen efficace d'arrêter sa politique de guerre, le seul aussi à soutenir explicitement un plan de création d'emplois productifs inspiré du programme de Roosevelt. Tous les autres furent reçus par des applaudissements polis, mais le grand enthousiasme n'était pas au rendez-vous. Tous ont énuméré la même liste de mesures de base, dans le même ordre : fin de la guerre, rapatriement des troupes, actions contre le « réchauffement climatique », amélioration des soins médicaux, chacun ayant sa solution à tous ces problèmes : « Elisez-moi ». Ainsi, après avoir qualifié la guerre de « tache sombre sur la nation », la sénatrice Hillary Clinton indiqua que le Sénat ne renverserait probablement pas le veto de Bush sur la loi du financement militaire adoptée par le Congrès, annonçant que si elle était élue, elle mettrait fin à la guerre le jour même de son entrée en fonctions... en 2009 ! Ce à quoi, dans le public, quelqu'un lui rétorqua :



Les sketches avec Al Gore et Dick Cheney ont suscité beaucoup d'hilarité.

« Combien y aura-t-il de morts en plus d'ici janvier 2009 ? ».

L'agitation de l'assistance, avide d'actions immédiates et non en 2008 ou après, était visible lorsque la nouvelle résolution, modifiée par la clause de destitution et approuvée par le Comité des Résolutions, fut adoptée à l'Assemblée générale. Comme Lyndon LaRouche l'a fait observer lors de sa conférence internet du 1er mai, « la destitution de Cheney est désormais plus populaire que la crème glacée ». Malheureusement, cette vérité simple ne semble pas aussi évidente pour les candidats présidentiels.

LA NOUVELLE POLITIQUE

Deux membres du LYM se sont vu confier des responsabilités au niveau de l'Etat : Quincy O'Neal, 29 ans, a été élu vice-président du Groupe afro-américain et Wynneal Innocentes, 26 ans, a été élue secrétaire correspondante du Groupe des Américano-Philippins. On peut y voir une suite du processus ayant mené, le 7 novembre dernier, à la victoire écrasante du Parti démocrate dans les élections générales, marquées par une forte mobilisation des électeurs de 18 à 35 ans. Ce phénomène, que LaRouche a baptisé la « nouvelle politique », amène la génération des 18-35 ans à assumer une responsabilité politique et intellectuelle et à rejeter les politiques manquées des 35 dernières années de pessimisme culturel post-industriel, exemplifié par la peur irrationnelle qu'éprouvent les *baby-boomers* vis-à-vis de l'énergie nucléaire.

Dans leur déclaration à leur comité respectif, puis lors d'une réunion publique du LaRouche PAC sur le thème « 2008, c'est trop tard », en marge de la Convention, O'Neal et Innocentes ont souligné la nécessité d'intégrer plus de jeunes dans la direction du parti, afin de raviver la vision politique de Franklin Roosevelt.

Dans une interview sur la radio internet *LaRouche Show*, O'Neal a pointé du doigt le problème typique des deux principaux candidats présidentiels, Hillary Clinton et Barack Obama : « Ils sont tellement préoccupés de gagner l'élection qu'ils en oublient la réalité quotidienne de la majorité de la population. (...) Ils ne savent pas comment en parler. Ils pensent qu'ils marchent sur des oeufs. Pourtant, il leur suffit de simplement regarder la réalité qui touche la population et de faire des propositions. Ils ne s'en trouveraient pas pénalisés, au contraire, ils gagneraient à eux la population. Cependant, comme on peut le lire dans le document de Lyndon LaRouche [« Demande à celui qui en possède un », *ELR*, 4 mai 2007], si les candidats se lançaient dans cette démarche, ils iraient à l'encontre des intérêts financiers de Wall Street, et c'est là que le changement doit se faire. »

O'Neal a gagné l'élection par 52 voix contre 35, avec l'appui de quelques dirigeants des structures de l'Etat. Innocentes avait d'abord distribué une déclaration au Comité américano-philippin sans l'intention de se présenter elle-même, lorsque l'un des membres du comité lui suggéra de le faire. Son adversaire, après avoir lu sa déclaration, se retira de la course pour laisser la place à « une jeune personne engagée à changer le Parti démocrate ».

Depuis sa naissance, lors de la campagne présidentielle de 2000, le LYM se bat pour transformer un Parti démocrate castré par la position pro-mondialisation des « nouveaux démocrates » financés par Wall Street, comme Al Gore. Le processus de développement du leadership du LYM a abouti l'année dernière à la création, au sein du Parti démocrate, du Club démocrate pour l'héritage de Franklin Roosevelt. Présidé par O'Neal, ce club fonctionne comme un forum de dialogue socratique, notamment entre les jeunes et les dirigeants du parti de l'Etat, consacré à de grandes querelles.

« Prenez la vigueur de ma jeunesse »

Le 30 avril, Wynneal Innocentes, membre du mouvement des jeunes larouchistes (LYM), a été élue secrétaire correspondante du groupe américano-philippin du Parti démocrate de Californie. Voici ce qu'elle a déclaré en acceptant ce poste.



Wynneal Innocentes

En tant que représentante des jeunes de la nation, je me pose une question : à quoi va ressembler notre futur ?

Avec cette question à l'esprit, le Parti démocrate doit regarder bien au-delà de 2008, s'il veut s'assurer [la victoire], non seulement pour nous qui vivons aujourd'hui, mais pour les générations futures. Nous devons faire en sorte que les membres du Parti démocrate agissent comme de vrais dirigeants, s'inspirant de la manière dont Franklin Roosevelt a dirigé le parti et sauvé du colonialisme des pays comme les Philippines, intervenant en faveur des 80 % les plus pauvres, qu'il appelait les hommes et les femmes oubliés, afin qu'ils deviennent des bâtisseurs prospères d'une société meilleure.

Je voudrais savoir quelle est la différence entre le groupe

démocrate américano-philippin et d'autres groupes au sein du Parti démocrate ? Qu'est-ce qui le particularise ?

Je nous vois comme un peuple avec une longue histoire de lutte pour la liberté des êtres humains, aux côtés du plus grand des présidents démocrates américains Franklin Roosevelt et d'un grand soldat, le général MacArthur, qui devint citoyen philippin. Aujourd'hui, nous devons prendre la responsabilité dont on nous a honorés, pour faire de nous de meilleurs citoyens du monde.

Je représente les jeunes qui se lèvent pour devenir des dirigeants efficaces, non seulement pour aujourd'hui, mais en tirant toutes

les leçons du passé pour la survie du futur. Nous devons combattre maintenant.

Le problème, en Californie, c'est que les gens se sont détournés d'une politique de progrès économique et industriel pour devenir des spéculateurs financiers. Exemple : le grand combat à l'heure actuelle se joue entre le consumérisme et les besoins réels des gens. Un jeune a mieux à faire que de servir du café à Starbucks ou des hamburgers au MacDo, ou de plier des vêtements chez Wal Mart, etc. (...) Nous avons besoin d'emplois dignes, bien rémunérés, dans le cadre de projets de lignes ferroviaires à haute vitesse et à lévitation magnétique, (...), de dessalement de l'eau de mer pour avoir de l'eau potable, de développement scientifique et technologique avancé pour créer ce qui n'a encore jamais été construit, ni même découvert. Des projets de ce type sont déjà en oeuvre dans différents pays, comme la Russie, la Chine, l'Inde, l'Allemagne, la France, le Danemark et quelques autres pays européens.

La Californie ou les Etats-Unis vont-ils être « les dindons de la farce » ? Non, je le refuse. Nous devons être le projet pilote, celui qui guide. Mon futur et le vôtre dépendent du rétablissement d'une société basée sur ce type de projets infrastructurels à long terme, créant des emplois et

assurant un bon niveau de vie à chaque individu, ici en Californie et dans tous les Etats-Unis. Si nous nous orientons sur un seul événement, cela ne marchera pas. Nous devons porter nos regards et notre esprit sur quelque chose de grand, au-delà de l'échéance immédiate, sinon nous perdrons la bataille de 2008.

Le défi que je lance au Parti démocrate, est le suivant : comment mesure-t-on l'effet de nos actions ? Nous devons être solides pour nous réapproprier notre aptitude à diriger. Nous n'avons pas besoin d'un autre débile comme Président ni d'un autre voyou comme vice-Président. Nous devons nous en débarrasser au plus vite et combattre contre les politiques destructrices de Schwarzenegger. Il nous faut des penseurs et des dirigeants productifs. Ce que je vous demande, c'est qu'il y ait un processus de discussion constante entre vous et moi. Nous devons devenir une organisation politique plus forte, nous devons construire une infrastructure politique pour diriger ce pays. (...)

Mon rôle, votre rôle, est de devenir un modèle authentique, beau et enthousiasmant pour les hommes et femmes oubliés de cette nation. Prenez la vigueur de ma jeunesse et utilisons-la au maximum. Faisons bouger les choses.

Italie

Pour qui roule le Parti démocrate européen ?

Un nouveau parti italien est censé ramener les centristes de gauche sur une ligne pro-mondialisation, un pari loin d'être gagné.

Claudio Celani
Rome

Le 25 avril, François Bayrou annonça son intention de créer un nouveau parti en France, le Mouvement démocrate, rappelant qu'en 2004, il avait déjà formé avec Romano Prodi et Francesco Rutelli le Parti démocrate européen (PDE). Entre-temps, en Italie, les deux principales composantes de la coalition au pouvoir, la Margherita de Rutelli et les Démocrates de gauche (DS), se sont dissoutes, chacune de son côté, en vue

de former un nouveau Parti démocrate en octobre prochain.

A l'ère de la mondialisation, la date de naissance de ce « format » de parti remonte au 30 janvier 2001, lorsque le Premier ministre britannique Tony Blair rencontra Francesco Rutelli, à l'époque maire sortant de Rome. Selon le journal *La Repubblica*, les deux hommes ont discuté de la transformation du mouvement favorable à la « troisième voie » de Blair en un parti dont ce dernier serait le principal moteur et l'Italien le second, s'il gagnait les élections italiennes.

En fin de compte, Rutelli, ancien membre du Parti radical, puis des Verts, avant de devenir centriste néo-conservateur, perdit ces élections, en grande partie parce qu'il avait rejeté une alliance avec les partis de gauche pour poursuivre la voie centriste. Le projet de PDE fut provisoirement classé jusqu'à sa création officielle à Bruxelles en 2004.

En juin-juillet 2005, Rutelli est envoyé aux Etats-Unis pour y rencontrer le financier George Soros. Son voyage est parrainé par Carlo De Benedetti, un ancien associé de Soros, qui se décrit comme le « premier membre encarté du Parti démocrate ». De retour en Italie, il se vante d'une nouvelle alliance entre forces démocratiques européennes et américaines, annonçant différents contacts et missions en Amérique latine et en Asie.

Aux Etats-Unis, sa délégation s'entretient aussi avec la faction mondialiste du Parti démocrate représentée par Al Gore et le DLC (Democratic Leadership Council), financée par Felix Rohatyn et George Soros, celle qui est diamétralement opposée à la tradition rooseveltienne et à Lyndon LaRouche. Selon un communiqué de presse de La Margherita de juillet 2005, la délégation a discuté avec Soros « de l'avenir de l'Europe, de



Le LYM italien était présent au Congrès de dissolution des Démocrates de gauche (DS) à Florence les 19 et 20 avril. La Stampa a ainsi interviewé Claudio Giudici (à g.), le présentant comme « une voix critique contre le marché libre » qui appelle le parti à s'allier à la tradition rooseveltienne du Parti démocrate américain, aujourd'hui représentée par le mouvement larouchiste.

la crise de l'UE suite au « non » des électeurs français et néerlandais à la Constitution européenne ».

En décembre 2005, De Benedetti organise une conférence nationale sur le futur Parti démocrate. Dans une interview au *Corriere della Sera*, il propose Rutelli ou l'actuel maire de Rome, Walter Veltroni, comme candidats à la direction de la nouvelle formation. Entre-temps, comme solution intérimaire, il soutient Romano Prodi pour le poste de Premier ministre, à condition que ce

dernier « introduise plus de flexibilité sur le marché du travail ». Or, pour gagner les élections du printemps 2006, Prodi sait qu'il faudra s'allier aux partis de gauche, ceux-là mêmes que De Benedetti compte exclure du nouveau projet démocrate en raison de leur opposition au libéralisme sauvage.

De Benedetti a un agenda résolument anti-industriel. Le 15 juin 2005, à *Raisat*, il avait insisté sur deux points : l'Italie n'a pas d'avenir en tant que pays industriel et les Italiens doivent se concevoir comme des consommateurs, non comme des producteurs. Lorsqu'on lui demande si un pays démocrate autrefois industriel peut vivre des seuls services, il est affirmatif : « Je le crois absolument. La mission pour l'Italie aujourd'hui n'est pas de regarder le passé avec nostalgie, mais d'envisager l'avenir basé sur ce que les Américains appellent des avantages compétitifs ». L'industrie est finie, dit-il, non seulement en Italie, mais dans toute l'Europe.

A la même époque, le financier annonce qu'à partir de 2007, il gèrera personnellement ses deux médias *La Repubblica* et *L'Espresso*. En janvier 2007, son associé de longue date, le prince Carlo Caracciolo, rachète une part minoritaire de *Libération*, dont l'actionnaire principal est Edmond de Rothschild.

Cependant, le nouveau Parti démocrate (PD) italien, importé de Grande-Bretagne, risque de faire boomerang. Les sondages d'opinion lui donnent moins de voix que la somme des deux composantes principales, les DS et la Margherita. Toute une faction des premiers, représentant environ 25 % des membres, a quitté le parti pour rejoindre d'autres forces gauchistes.

En avril, lors des AG de La Margherita et des DS pour élire des délégués à la convention de fondation du Parti démocrate, en octobre prochain, les deux aspirants à la direction, Francesco Rutelli et Walter Veltroni, sont sortis perdants. Pour le parti centriste, les anciens chrétiens démocrates (Popolari) ont remporté 65 % des voix et chez les DS, la faction dirigée par l'ancien ministre des Affaires étrangères Massimo D'Alema a gagné. Ces deux groupes nommeront donc les nouveaux dirigeants.

Pour l'instant, Rutelli est écarté de la vice-présidence du nouveau parti, dont le président sera Romano Prodi. Veltroni a de meilleures chances s'il parvient à conclure un marché avec D'Alema. En Italie comme ailleurs, la politique est caractérisée par le marchandage et l'« adaptation » est le maître mot. Par conséquent, même les forces anti-mondialisation au sein de la nouvelle formation auront tendance à accepter l'agenda dicté par Londres. Mais elles s'adapteront aussi bien à tout changement positif dans le Parti démocrate américain, organisé par l'aile de Lyndon LaRouche. ●

... Un new deal pour l'économie mondiale !

Suite de la page 1 ↵

Quant à Nicolas Sarkozy, il donne priorité au rapprochement avec le gouvernement Bush, son hostilité vis-à-vis de la Russie et du président Vladimir Poutine étant bien connue. Bref, dans l'ensemble, la situation en Europe s'est considérablement aggravée. Face aux tensions ayant créé une situation d'ingouvernabilité dans un nombre grandissant de nos pays, il devient de moins en moins probable que l'Europe propose des initiatives politiques à même de parer aux dangers fondamentaux qui guettent le monde.

De nombreux défenseurs de la synarchie internationale se sont réjouis de la victoire de Nicolas Sarkozy (voir page 3). Que signifie son élection sur le plan stratégique, au moment où l'oligarchie financière internationale poursuit une campagne massive contre le président Poutine personnellement et une politique d'endiement de la Russie ? Un aspect important de cette campagne vise à affaiblir le partenariat de la France et de l'Allemagne avec Moscou. Dans le cas de la France, ce but est désormais atteint, et en ce qui concerne l'Allemagne, on n'en est pas loin.

LA RUSSIE DANS LE COLLIMATEUR

Dans ce contexte, Vladimir Poutine et d'autres personnalités russes, comme le dirigeant de l'Institut USA-Canada, Sergueï Rogov, tirent la sonnette d'alarme : le monde est au bord d'une nouvelle Guerre froide et l'épée de Damoclès d'une guerre nucléaire est suspendue sur nos têtes. Récemment encore, le général Leonid Ivachov a mis en garde contre une éventuelle attaque nucléaire américaine contre l'Iran, que le gouvernement Bush-Cheney pourrait lancer sans l'accord du Congrès en orchestrant une grave provocation.

Aux Etats-Unis mêmes, les chefs militaires traditionnels savent que toute frappe militaire contre l'Iran à l'aide d'armes nucléaires miniatures (« mininukes ») mènerait presque certainement à une guerre asymétrique globale. Selon des sources bien informées au sein de cette communauté, c'est dans ce contexte qu'il convient de placer l'actuelle visite du vice-président américain Dick Cheney dans la région. En même temps, en divers endroits d'Asie du Sud-Ouest et du Sud, Washington revendique le droit de stationner des troupes et d'accès aux ports pour les navires de guerre américains.

Quelle est la véritable intention derrière les plans américains d'installer en Pologne et en République tchèque des systèmes anti-missiles, ce qui a amené Vladimir Poutine à renoncer au traité sur les Forces conventionnelles en

Europe ? Beaucoup y voient la mise en place d'éléments nécessaires à une troisième guerre mondiale.

Alors qu'à l'époque du chancelier Schröder et du président Chirac, l'Europe constituait clairement un contrepoids à la politique des néo-conservateurs anglo-américains, aujourd'hui, elle risque d'être entraînée dans une guerre mondiale où la Russie, la Chine et l'Inde, entre autres, seraient dans le camp adverse.

DU ROYAUME UNI À LA SERBIE

Cependant, même sans cette escalade de la situation, la mondialisation a déjà instauré une situation d'ingouvernabilité dans de nombreux pays européens. Ainsi, lors des dernières élections en Grande-Bretagne, en dépit des efforts de Londres pour se présenter comme la capitale mondiale des *hedge funds*, on a vu à quel point le Royaume uni est divisé entre l'Ecosse d'une part, où le Parti national est devenu la plus puissante formation politique, et le pays de Galles et l'Angleterre de l'autre. Le Parti national écossais prépare un référendum sur l'indépendance de l'Ecosse (option rejetée d'office par le probable futur Premier ministre, Gordon Brown) et le gouvernement minoritaire qu'il a créé est fort instable, suite à l'échec des négociations avec le Parti démocrate libéral.

Par ailleurs, en Belgique, les différends entre Flamands et Wallons sont devenus, dans les circonstances actuelles, inconciliables.

En Serbie, l'élection du président du Parti radical, Tomislav Nolic, à la tête du Parlement fait monter les tensions au Kosovo. En effet, le nouvel élu s'est déclaré prêt à mener la guerre, si nécessaire, au cas où l'Occident soutiendrait l'indépendance du Kosovo. Si l'on ne parvient pas à former d'ici le 15 mai un gouvernement en Serbie, il faudra organiser de nouvelles élections. Dans presque tous les pays est-européens, la situation est extrêmement instable.

En France, avec un président Sarkozy, le pays va se polariser de plus en plus sur le plan économique. En Allemagne également, la Grande coalition (chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates) est divisée sur tant de sujets que le désir partagé par tous les dirigeants de rester coûte que coûte au pouvoir est mis à rude épreuve.

L'EXEMPLE ALLEMAND

En réalité, lorsqu'on regarde de près la situation politique et économique en Europe, elle est bien plus fragile que l'Union européenne

ne veut l'admettre. L'exemple le plus flagrant est l'Allemagne même, pays autrefois leader en matière nucléaire, qui ne possède même plus le savoir-faire pour fermer ses centrales. Alors qu'on assiste partout dans le monde à une renaissance du nucléaire civil, notre ministre de l'Environnement bloque toute discussion rationnelle sur le sujet.

Alors qu'une dizaine de pays travaillent sur des projets concrets de train à lévitation magnétique, par exemple au Venezuela ou le long du golfe Persique, tout semble indiquer que le Transrapid de conception allemande n'en bénéficierait pas, mais plutôt la Chine ou le Japon, qui veulent y exporter leurs modèles. Il n'est même pas clair si la technologie du Transrapid, dont la mise au point a été subventionnée par les contribuables allemands, mais qui n'a jamais été exploitée commercialement en raison de l'idéologie « écologiste » prédominante, appartient encore aux Allemands ou si elle a été vendue.

L'ingouvernabilité actuelle de l'Allemagne est patente si l'on considère le fait que ni la grande coalition, ni aucune autre combinaison de partis représentés au Bundestag ne sont en mesure de prendre les décisions dont dépend la survie politique et économique de l'Allemagne. Certes, il y a des députés qui savent que le nucléaire est nécessaire et qu'il existe une technologie de réacteur à haute température parfaitement sûre, ils savent que le Transrapid pourrait connaître un énorme succès dans le monde, ils savent que le thème du changement climatique dû à l'homme est une escroquerie – mais ils n'oseraient jamais risquer leur carrière politique en le reconnaissant ouvertement. C'est cette couardise morale et ce sophisme qui constituent le plus gros problème aujourd'hui.

A bien observer l'état de dégénérescence en Europe, il est clair que le krach financier imminent risque de plonger les structures politiques dans le chaos. Si l'on compare cet étouffant tableau aux multiples projets de corridors de transport et d'infrastructures économiques de base, en Russie, en Inde et ailleurs, en Asie et en Amérique latine, on voit bien que la proposition de Lyndon LaRouche d'initiatives conjointes entre Chine, Inde et Russie avec une Amérique transformée, libérée du parti de la guerre, représente la meilleure chance pour l'avenir. Si ces quatre pays décident de réaliser un nouveau système financier dans la tradition de Franklin Roosevelt, ainsi qu'un New Deal pour la reconstruction de l'économie mondiale, une solution positive peut exister. Alors, les personnes lucides en Europe s'efforceront de soutenir cette alternative.

Helga Zepp-LaRouche

Lettre ouverte aux gouvernements et aux parlements du monde

« Désamorçons la psychose du « réchauffement planétaire » »

L'Institut Schiller, dont la présidente internationale est Mme Helga Zepp-LaRouche, lance un appel pour contrer la propagande sur le réchauffement climatique afin de former une opposition efficace aux politiques d'apartheid technologique.

Nous, soussignés, exigeons que les parlements et gouvernements du monde cessent immédiatement de propager des campagnes hystériques sur le prétendu « changement climatique ».

Depuis la sortie du film si peu scientifique de ce directeur de fonds spéculatif qu'est Al Gore, et depuis la publication du quatrième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), on assiste à un véritable endoctrinement des populations et de leurs dirigeants, voire même, parfois, à des « campagnes de rééducation » des jeunes dans les écoles. Contrairement à cette avalanche de propagande,

le fondement scientifique de l'hypothèse d'un changement climatique provoqué par l'homme (anthropogène) n'a pas été établi, et la présentation par les médias d'un prétendu consensus parmi la communauté scientifique est à la fois dangereuse et trompeuse pour la population.

Cette théorie est répandue dans le monde par un cercle restreint d'institutions politiques douteuses comme le GIEC, grâce à un généreux financement. L'un des premiers signes de résistance dans la communauté scientifique fut la pétition lancée par l'*Oregon Institute of Science and Medicine* dénonçant les effets nocifs du protocole de Kyoto et signée par 17 200 scientifiques depuis 1998.

Pour répondre aux défis existentiels du XXI^e siècle, tels que le manque d'eau et d'énergie pour une population en pleine croissance, une augmentation considérable de la production énergétique est nécessaire et ne pourra se réaliser qu'à l'aide du progrès scientifique et technologique.

Les mesures destinées à économiser l'énergie ou à en améliorer l'efficacité ne tiennent pas compte de cette réalité, pas

plus que du fait que l'économie d'électricité ainsi réalisée par les particuliers est minime par rapport à la consommation requise par l'industrie et le transport commercial à l'échelle mondiale.

Alors que l'approvisionnement énergétique dans le monde est déjà compromis par le manque d'investissement dans le nucléaire civil, la réduction des émissions de CO₂ dans les proportions actuellement proposées donnerait le coup de grâce au développement économique et industriel mondial.

L'aspect le plus tragique, le plus perfide, des mesures politiques et économiques actuellement réclamées par les pays industrialisés, est de prétendre les adopter au nom des générations futures ou des pays sous-développés, qui sont précisément les premiers à pâtir de cette politique anti-industrielle censée « protéger le climat ». L'Organisation de l'unité africaine, le Groupe des 77 de l'ONU et le Mouvement des pays non-alignés ont déjà averti que la mise en œuvre effective à l'échelle internationale de mesures de réduction du CO₂ empêcherait le développement industriel, et donc le développement social, conduisant

par là même à un génocide à l'échelle de la planète.

Face à la profonde crise économique et sociale qui mine nos pays, il est complètement irresponsable non seulement de promouvoir comme véridique une hypothèse non prouvée, mais par-dessus tout, de propager une image de l'homme aussi pernicieuse, aussi existentialiste et aussi anti-humaniste. Les racines historiques de ce mouvement prétendument « écologique » -- comme l'a confirmé Martin Durkin, le producteur du documentaire diffusé par la chaîne britannique Channel 4 (*The Great Global Warming Swindle*), dans une interview le 14 mars, et comme le montrent les documents historiques -- sont fort proches de celles du fascisme et du mouvement eugéniste du début du XX^e siècle.

Par conséquent, nous demandons aux gouvernements et aux parlements du monde de permettre un débat ouvert sur le sujet, d'arrêter immédiatement l'endoctrinement dans les écoles au moyen du film de propagande d'Al Gore et de n'autoriser l'adoption d'aucune loi reposant sur une théorie aussi douteuse et aussi évidemment politisée. ●



Le 10 mai, Dick Cheney prononce un discours sur le USS Stennis, l'un des porte-avions envoyés dans le Golfe contre l'Iran.

Cheney en Asie du Sud-Ouest : échec sur échec

Comme prévu, la tournée du vice-Président américain en Asie du Sud-Ouest s'est avérée un four total pour l'administration Bush-Cheney. Il s'est rendu en Irak, aux Emirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Jordanie et en Egypte, avec pour tâche d'enrôler les différents pays dans une alliance avec les Etats-Unis et Israël pour faire la guerre à l'Iran.

Quelques jours avant l'arrivée de Dick Cheney, des quotidiens saoudiens, jordaniens, des Emirats et d'autres journaux de langue arabe avaient lancé des attaques très dures contre lui, dénonçant ses véritables intentions derrière ce voyage, à savoir la création d'une alliance sunnite sectaire contre l'Iran « chiite », tout en prétendant rechercher une solution pour l'Irak. Le quotidien saoudien *Al-Hayat* a publié deux jours de suite des commentaires de Jihad Al-Khazen : « J'ai lu que le vice-président Dick Cheney vient nous rendre visite et j'appelle tous les dirigeants arabes à refuser de le recevoir. J'espère que ces dirigeants liront ce qui suit. » Il énumère ensuite tous les mensonges invoqués par Cheney pour amener les Etats-Unis à accepter la guerre contre l'Irak, affirmant qu'il ne s'agissait pas d'une erreur, mais de mensonges intentionnels de la part du gouvernement américain.

Al-Khazen cite aussi l'ancien directeur de la CIA, George Tenet, qui montre dans son nouveau livre que Cheney dirigeait les

opérations pour la guerre depuis la Maison Blanche. « Cheney est tellement éhonté qu'il a évité à cinq reprises de faire son service militaire pendant la guerre du Vietnam, mais maintenant il envoie de jeunes Américains se faire tuer en Irak », écrit-il. Il cite aussi l'ancien candidat présidentiel démocrate George McGovern, pour qui « Cheney et Bush ont commis des délits plus graves et passibles de destitution que Nixon et son gouvernement, et je m'attends à ce que Cheney et Bush soient obligés de démissionner avant 2008. » C'est aussi ce qu'exige le journaliste.

En Jordanie, deux quotidiens proches du gouvernement, *Addustour* et *Al-Rai*, ont dénoncé dans leur éditorial les intentions de Dick Cheney. Le premier le traitait de « dangereux prédateur blessé », ajoutant que c'est lui l'instigateur des plans de guerre contre l'Irak. « Cheney s'est rendu dans la région avant l'invasion de l'Irak en 2003, puis une nouvelle fois avant l'invasion israélienne du Liban à l'été dernier, et le même Cheney se trouve ici aujourd'hui. Ce n'est pas si étrange, parce qu'à chaque fois que les vautours planent, il y a du sang et des victimes sur le sol. » *Addustour* a fustigé la volonté de Cheney de bâtir une « alliance sunnite sectaire » d'« Etats arabes modérés » contre l'Iran. *Al-Rai* a conseillé au vice-Président américain de ne pas compter sur « le soutien arabe pour une guerre contre l'Iran ». *Al Dayan* et *Al-Khaleej*, des Emirats arabes unis, ont également critiqué Cheney.

AL GORE « CHAUDEMENT » ACCUEILLI EN ARGENTINE

En arrivant au premier Congrès des Amériques sur les biocarburants à Buenos Aires, le 11 mai, l'ancien vice-président américain Al Gore a eu la mauvaise surprise de voir une délégation du Mouvement des jeunes larouchistes (LYM), brandissant une grande banderole pro-nucléaire et distribuant des tracts dénonçant l'escroquerie du prétendu « réchauffement climatique » causé par l'homme. D'autres, en revanche, savaient à quoi s'attendre puisque nombre de dirigeants politiques et de journalistes avaient déjà reçu par e-mail des documents de l'*Executive Intelligence Review* (le magazine de LaRouche). Au Chili, où Gore était invité par les pinochetistas qui cherchent à renverser le gouvernement de Mme Bachelet, et à Rio de Janeiro, le LYM lui avait préparé un accueil similaire.

Les hommes d'affaires de Buenos Aires et certains financiers proches de la famille Bush avaient bien tenté de présenter Al Gore comme une superstar, mais le public ne fut pas vraiment impressionné. Pour commencer, le président argentin Nestor Kirchner avait décidé de ne pas le rencontrer et certains journalistes, dégoûtés par le message de l'ancien vice-Président américain dénonçant la « surpopulation », ont préféré quitter la salle. A l'aide de photos prises par satellite et de diapositives, Gore tenta même de prouver que la croissance démographique et le développement économique avaient gâché la nature dans certains pays sud-américains. Même la Bolivie, ce petit pays si terriblement pauvre, pâtissait, selon lui, de « trop de développement ».

Les nombreux participants que ce discours avait endormis furent réveillés en sursaut par la voix retentissante de Betiana Gonzalez, du LYM, qui, brandissant une banderole, interpellait l'orateur en ces termes : « Al Gore, pourquoi refusez-vous de débattre avec lord Monckton ? Pourquoi voulez-vous réduire la croissance démographique ? Pourquoi avez-vous supprimé les médicaments génériques pour les malades du sida en Afrique ? » Paralysé, puis visiblement déconcerté, le chanteur du réchauffement climatique quitta précipitamment le podium. Les médias, passablement intrigués par cette intervention, entourèrent la jeune Argentine afin d'en savoir plus sur la campagne internationale du LYM.

Cependant, les militants du LYM restés à l'extérieur de l'hôtel ne passaient pas inaperçus, surtout l'un d'entre eux qui s'était déguisé en tour de refroidissement nucléaire. Ils ont distribué plusieurs centaines d'exemplaires d'une édition spéciale de *Prometeo*, le magazine online du LYM ibéro-américain, dénonçant les théories criminelles de Gore, ainsi que 400 exemplaires d'une affiche montrant l'ancien vice-président avec une croix gammée faite de feuilles vertes. Beaucoup voulaient savoir « pourquoi les biocarburants sont une fraude ». ●

Toute sa visite fut jalonnée d'échecs. A son arrivée en Irak, une explosion massive eut lieu à Irbil, tuant 60 personnes. Pendant sa rencontre avec le Premier ministre Noori Al-Maliki, une fusée Katyusha a été tirée sur la Zone verte du gouvernement, et des milliers d'Irakiens ont manifesté à Bagdad, Najaf, Karbala et dans d'autres villes. Le lendemain du départ de Cheney, les parlementaires irakiens ont signé en grande majorité une pétition appelant à la fin de l'occupation américaine et à un calendrier de retrait des troupes.

Les Emirats arabes unis ont fait clairement comprendre leur désir de rester en paix avec l'Iran et de trouver une solution diplomatique au dossier nucléaire. Selon des rapports de presse, Cheney aurait exigé la fermeture des sociétés iraniennes actives aux Emirats, se heurtant à un refus catégorique. Le commerce bilatéral entre les deux pays s'élève à 10 milliards de dollars par an, quelque 500 000 Iraniens travaillent aux Emirats et de nombreuses exportations

asiatiques, africaines et ouest-européennes destinées à l'Asie centrale, via le système ferroviaire iranien, transitent par le port de Dubai.

Quelques heures après le départ de Dick Cheney, les Emirats se préparaient à une visite historique de Mahmoud AHMEDINEJAD, la première d'un président iranien dans ce pays depuis 1975. Les responsables ont souligné l'importance du dialogue dans le Golfe. Il semble que le président iranien ait fait une annonce inédite aux dirigeants, à savoir que l'Iran était prêt à partager l'administration de trois îles disputées dans l'embouchure du détroit d'Ormuz. La presse arabe y a vu un cadeau appréciable et un geste de bonne volonté et de paix. En retour, les Emirats ont libéré 12 marins iraniens arrêtés quelque temps auparavant, pour faire preuve de leur bonne volonté. En somme, comme *Al-Rai* le constatait : « Nos dirigeants arabes sont peut-être polis avec leurs invités étrangers, mais aucun n'est prêt à aller à l'encontre des intérêts nationalistes de son propre pays ». ●

Deutsche Telekom

Les syndicats allemands mobilisés contre les fonds sauterelles

Rainer Apel
Wiesbaden

L'époque où les investisseurs vautours dévoraient les entreprises en toute impunité, vidaient les directeurs et délocalisaient ou supprimaient les emplois, tire peut-être à sa fin. Certes, bien que le gouvernement britannique ait réussi à effacer de l'agenda du sommet du G-8 de juin la proposition du gouvernement allemand visant à définir un code de transparence international pour les fonds d'investissement spéculatifs, le ministère allemand des Finances est néanmoins décidé à présenter un projet de loi nationale prévoyant une surveillance plus stricte de ces fonds. Ils ne devraient plus pouvoir agir sous couvert de l'anonymat pour s'attaquer à une entreprise et les comités d'entreprise devraient voir

leurs droits renforcés pour contrer les tentatives de ces fonds d'acquiescer leur entreprise – notamment lorsque de nombreux emplois sont en jeu.

On voit bien, dans le cas des télécoms allemands, l'urgence de telles mesures. La direction de Deutsche Telekom, à l'instigation du fonds spéculatif Blackstone, entend externaliser 50 000 emplois dans de nouvelles sociétés tierces, où, bien entendu, les salaires seront beaucoup plus faibles. Si la presse financière s'en réjouit, dans les syndicats, la résistance se renforce et on entrevoit déjà des menaces de grève.

Le 10 mai, le syndicat des services ver.di annonça que 96,5 % des salariés de Deutsche Telekom se sont prononcés en faveur de la grève contre les plans du fonds Blackstone. Ver.di est soutenu par le syndicat américain des travailleurs des communications

(CAW), dont le porte-parole déclara le 9 mai que le syndicat envisageait de retirer de Blackstone leurs fonds de retraite, soit environ 2 milliards de dollars, pour bien montrer le degré de résistance des syndicalistes. Précisant que Blackstone a déjà supprimé des emplois dans de nombreuses entreprises nouvellement acquises, il estime que les projets de la direction de Deutsche Telekom sont inacceptables. Les actions de protestation et de grève sont également soutenues par l'UNI, l'organisation internationale des travailleurs du tertiaire.

L'arrogance de Blackstone est d'autant plus insupportable qu'il ne détient que 4,5 % des actions de Deutsche Telekom - qui lui furent cédées par le *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW) en avril 2006, avec l'autorisation du même ministre des Finances qui veut maintenant rappeler ces fonds

à l'ordre. Blackstone est ainsi devenu le troisième actionnaire par ordre d'importance de Deutsche Telekom.

Le premier pas vers la privatisation des télécommunications allemandes a été fait en 1995, à l'époque où Helmut Kohl était chancelier et Ron Sommer, PDG de Telekom. Les secteurs privatisés ont été d'abord vendus au KfW, afin que l'Allemagne réponde aux critères du traité de Maastricht, le temps de trouver des acheteurs bien liquides.

Après son départ de Telekom, on retrouve ce même Ron Sommer, en tant que « conseiller », aux côtés de Blackstone et d'autres parties intéressées par l'acquisition. Après la mainmise de Blackstone sur 4,5 % des actions, une attaque fut lancée contre le directeur de Deutsche Telekom, Kai-Uwe Rieke, accusé de vouloir priver les actionnaires (dixit Blackstone) de la possibilité

de gagner gros, en s'opposant au démantèlement du géant.

Rieke résista un certain temps aux attaques, mais finit par démissionner. C'est alors que Blackstone réussit à imposer à la tête de l'entreprise Rene Obermann qui, lui, était tout à fait partant pour imposer l'externalisation des 50 000 emplois, quelle que soit la résistance des syndicats.

Une grève chez Telekom pourrait devenir la première grande action des syndicats allemands contre les fonds d'investissement spéculatifs, alors même que le gouvernement prépare de nouvelles réglementations. D'autres fonds spéculatifs sont intervenus pour convaincre les dirigeants de Blackstone de se montrer prêts au dialogue et tenter d'amadouer la colère des salariés. L'on ne peut qu'espérer que ver.di ne se laissera pas prendre au piège, mais s'engouffrera dans la brèche ouverte. ●

La « Banque du Sud »

Embryon d'une nouvelle architecture financière mondiale

Le 3 mai, les ministres des Finances de six pays ibéro-américains se sont réunis à Quito, en Equateur, pour faire avancer la création d'une nouvelle « Banque du Sud », une institution indépendante destinée à financer de grands projets de développement régional. Dans des propos certainement mal reçus par la communauté financière internationale, le président équatorien Rafael Correa a ouvert la conférence en déclarant que « nous ne parlons pas seulement de la création d'une nouvelle institution financière, nous pensons à une nouvelle architecture financière mondiale, basée sur la logique de la coopération et du développement, et non la logique du marché et de la concurrence, comme le font la Banque mondiale et le FMI ».

Le document fondateur de la Banque du Sud doit être signé fin juin par les Présidents des six pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay et Venezuela) et tous les pays de la région seront invités à y participer. Outre la banque, qui doit financer des projets d'infrastructure, les ministres ont convenu d'examiner la création d'un « fonds du Sud » où les pays membres pourraient déposer leurs réserves et les mettre, le cas échéant, à disposition d'un pays frappé par une crise financière. Ils ont également discuté de la création d'une monnaie unique régionale et de l'utilisation des monnaies nationales, à la place du dollar, pour le commerce bilatéral.

Lyndon LaRouche a publié une déclaration en soutien à cette initiative, qui a été reprise par la radio équatorienne et dans la presse vénézuélienne et argentine. Une radio de Quito a également interviewé à ce sujet Dennis Small, l'un de ses collaborateurs. Saluant les efforts des pays du Sud pour se libérer du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, l'économiste américain a souligné que « seule une institution contrôlée par des gouvernements souverains doit se voir accorder un rôle dans l'octroi de crédits et le financement de grands projets d'infrastructure ».

En même temps, il a critiqué l'idée d'une monnaie régionale, « qui reflète le scepticisme de ces pays quant à la possibilité de créer un nouveau système de Bretton Woods international ».

ADIEU FMI ET BANQUE MONDIALE

Le président Correa, pour sa part, a souligné que les deux nouvelles entités proposées constituent une « réponse politique au FMI, qui est un désastre pour le tiers monde » et qui est devenu le « gendarme des créanciers régionaux ». Il a proposé que la banque finance des projets de développement régionaux dans l'énergie et les communications, puisque la Banque mondiale « a

été pervertie par la logique du marché ». Il s'est élevé contre « cette absurdité qui veut que d'un côté, des conditions nous soient imposées en échange d'une poignée de pesos ou de quelques dollars, et que, de l'autre, la région envoie plus de 200 milliards de dollars au Premier monde ».

Par ailleurs, le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé son intention de retirer son pays du FMI et de la Banque mondiale, déclarant que le peuple vénézuélien « n'a pas du tout besoin de ces entités. Nous n'avons besoin ni d'un gouverneur ni d'un représentant ici ». Le Venezuela a remboursé la totalité de sa dette aux deux institutions et leur demande maintenant de lui reverser le solde.

De même, le Président équatorien a récemment déclaré *persona non grata* le représentant de la Banque mondiale, Eduardo Sommensato, l'expulsant de fait, précisant que « nous ne sommes la colonie de personne ». Rafael Correa a dénoncé une tentative de chantage de sa part remontant à 2005 : la Banque mondiale avait en effet refusé de débloquer un crédit de 100 millions de dollars déjà approuvé, parce qu'elle s'opposait à un projet de loi autorisant l'utilisation d'une partie des recettes pétrolières pour financer des programmes sociaux au lieu de rembourser la dette extérieure.

L'attitude du Brésil, première puissance économique de la région, reste problématique. En outre, un grand absent de cette nouvelle dynamique est le Mexique, dont le gouvernement s'incline devant Washington. D'où l'importance du voyage que la sénatrice argentine Cristina Fernandez de Kirchner, la femme du Président, y a effectué du 24 au 26 avril. Elle a transmis un message optimiste sur la manière dont l'Argentine s'est rétablie sous la direction de son mari, qui a mis à profit les pouvoirs inhérents à un système présidentiel commun aux deux pays.

Son intervention est d'autant plus importante que les synarchistes mexicains font actuellement campagne en faveur d'un système parlementaire de type européen qui affaiblirait l'Etat-nation. Le Mouvement mexicain des jeunes larouchistes est au coeur de ce débat, distribuant des milliers d'exemplaires de son projet de préambule pour la Constitution mexicaine. Face à l'assaut des forces synarchistes et oligarchiques, il est urgent de défendre les institutions de la République.

Dans son message d'encouragement, Lyndon LaRouche incite les pays ibéro-américains à investir « dans des projets de haute technologie à long terme – voies ferrées à grande vitesse, traitement de l'eau, énergie nucléaire, etc. – dont les bénéfices économiques physiques se feront sentir d'ici 25 à 50 ans. Mes associés et moi-même avons élaboré en détails ces propositions depuis des années, et même des décennies. C'est le moment d'agir ! »

G. Small

Monde bancaire

ABN Amro : « Un jouet pour les hedge funds »

Convoité par les uns et les autres, le sort du géant bancaire néerlandais ABN Amro est littéralement « en jeu ».

La bataille autour de l'acquisition d'ABN Amro fournit un bon exemple de la manière dont l'oligarchie financière internationale cherche à créer des structures de pouvoir mondiales imperméables à tout réflexe nationaliste. Après tout, la mondialisation est le nouveau nom de l'« empire britannique ».

Nous ne verserons pas une larme sur ABN Amro, dont l'histoire peu glorieuse remonte à l'époque de la Compagnie hollandaise des Indes orientales et qui reste un élément de poids du système financier anglo-hollandais. Ni ABN Amro, ni les prédateurs qui cherchent à le dévorer ne s'intéressent à l'intérêt général et quel que soit le vainqueur, le public sera perdant. Néanmoins, dépouillées de leurs activités rapaces, les banques ont une fonction utile dans la société, contrairement aux fonds spéculatifs qui n'en ont aucune.

ABN est « un jouet pour les hedge funds », a déclaré le PDG du géant néerlandais, Rijkman Groenink, devant un tribunal commercial d'Amsterdam, lors d'une audition sur une pétition déposée par l'Association d'investisseurs néerlandais VEB. Les actionnaires de la banque veulent empêcher la direction de vendre sa filiale américaine LaSalle à Bank of America, décision prise en vue de la fusion prévue entre ABN Amro et Barclays Bank.

Peu après ces propos de M. Groenink, le *hedge fund* britannique TCI a exigé sa démission, tout en recommandant que la banque néerlandaise soit démantelée et les différentes parties vendues séparément pour rapporter plus aux actionnaires. Comme TCI détient une part minime d'ABN Amro, il est soupçonné de travailler pour d'autres intérêts plus gros.

En effet, il semble que TCI, Toscafund et les autres fonds d'investissement spéculatifs qui détiennent ensemble quelque 40 % des actions soutiennent les efforts d'un consortium dirigée par la Royal Bank of Scotland (RBS), qui souhaite acquérir la première banque néerlandaise en faisant une offre supérieure

à celle de Barclays Bank. Les autres membres du consortium, qui menace de lancer une OPA hostile, sont la banque belgo-néerlandaise Fortis et la Banco Santander d'Espagne. Tous trois comptent racheter le Néerlandais pour se partager ses opérations.

La RBS s'intéresse surtout à LaSalle de Chicago, car cet achat lui permettrait de doubler sa présence aux Etats-Unis et de passer à d'autres acquisitions.

Pour récapituler, après la conclusion d'un accord de fusion entre ABN Amro et Barclays Bank, à hauteur de 90 milliards de dollars, le groupe autour de la RBS a proposé 97 milliards de dollars. Sur ce, ABN a décidé de vendre LaSalle à Bank of America pour 21 milliards de dollars. Maintenant, la RBS, la VEB et les fonds d'investissement spéculatifs tentent de casser ces deux accords.

L'issue de la bataille n'est pas claire : Barclays pourrait gagner, la RBS aussi, ou bien un troisième prétendant pourrait se présenter. Selon une rumeur à Londres, cela pourrait être Bank of America, la HSBC britannique, Paribas ou ING.

Si Barclays et ABN devaient fusionner, donnant LaSalle à Bank of America, on verrait la naissance de la première banque de l'histoire dont les actifs dépasseraient la barre des 3000 milliards de dollars. Et vu l'état du système financier mondial, elle serait la plus insolvable au monde. Quoi qu'il en soit, ce sera une étape importante vers la consolidation du pouvoir financier et économique mondial dans les mains d'une poignée d'intérêts. Les sommes en jeu sont impressionnantes, mais peu importantes au vu du fait que l'oligarchie financière ne cherche pas à sauver la bulle, mais à ériger un système financier plus adapté encore à sa loi de la jungle.

L'utilisation sans précédent de *hedge funds* comme instruments contre des banques autrefois puissantes montre à quel point le système financier est perverti et aussi à quel point les groupes financiers sont désespérés. La fin du vieux système et le passage à un nouveau offrent de multiples occasions d'opérations perfides, de règlements de comptes et de luttes pour le pouvoir.

Mais en même temps, cela fournit aux Etats une excellente occasion de réorganiser le tout et de démarrer la reconstruction de l'économie mondiale. C'est une occasion à ne pas manquer.

John Hoefle

Crise des hedge funds

Le « marché » déclare la guerre à la souveraineté des Etats

Face au krach, certains financiers proposent la fin des monnaies nationales.

Nancy Spannaus
Washington

Dans un rapport sur les hedge funds rendu public le 2 mai, la Banque de la Réserve fédérale de New York lance une sévère mise en garde contre les « concentrations de risque » dans le secteur, rappelant la situation en 1998, peu avant la faillite du fonds LTCM, qui faillit faire sombrer tout le système financier international. Cette crise a amené le président américain d'alors Bill Clinton à proposer une conférence internationale chargée de créer une « nouvelle architecture financière », mais son idée ne fut pas suivie d'effets. A la place, on a érigé un « mur d'argent », comme on dit dans le jargon, qui n'a servi qu'à gonfler d'autres bulles financières, désormais sur le point d'éclater.

« Nous avons été dûment avertis », a commenté Lyndon LaRouche à la lecture du rapport de la Fed. En effet, le texte, rédigé par l'économiste Tobias Adrian, note : « De fortes corrélations récentes entre les rémunérations des hedge funds pourraient indiquer des concentrations de risque comparables à celles ayant précédé la crise des hedge funds de 1998 ». Les « corrélations » en question signifient que la grande majorité des fonds de pension font les mêmes paris, investissent dans les mêmes contrats à terme, achètent le même genre de titres de dettes, etc. Par conséquent, en cas de pertes financières soudaines, ils seraient tous frappés à la fois, comme on l'a vu en octobre 1998 suite à la cessation de paiements sur les obligations russes. D'autant plus que toutes leurs transactions se font avec une très forte proportion de fonds empruntés. Selon le rapport de la Réserve fédérale, la similarité des stratégies commerciales et les achats par effet de levier « accroissent les risques lorsque les fonds doivent fermer des positions comparables en raison d'un choc commun ».

Contrairement aux médias britanniques, les dépêches américaines ont plutôt minimisé l'importance de la mise en garde de la Réserve fédérale. En effet, les médias outre-Atlantique se réjouissent des hausses sans précédent des marchés boursiers – alors qu'en même temps, la crise immobilière et le démantèlement de l'industrie automobile ne cessent de s'aggraver. Et que les intervenants sur le marché de titres financiers adossés à des crédits hypothécaires encaissent des pertes dramatiques.

VERS UNE DICTATURE MONÉTAIRE

Pourtant, certains cercles savent que l'explosion est imminente et cherchent à sauver leur peau. En témoigne un commentaire paru dans l'édition mai-juin 2007 de *Foreign Affairs*, le journal du Council on Foreign Relations de New York. Dans l'article intitulé « La fin de la monnaie nationale » et signé par le directeur économique international, Benn Steil, le CFR soutient de fait la fin de la souveraineté économique et exige que tous les pays, riches et pauvres, acceptent une mondialisation totale.

Face au défi posé par les crises monétaires, Steil estime que la

solution « n'est pas de retourner à un passé mythique de souveraineté monétaire, où les gouvernements contrôleraient les taux d'intérêt et de change locaux, dans une ignorance bienheureuse du reste du monde. Les gouvernements doivent se détacher de la notion fatale selon laquelle le statut de nation les oblige à créer et à contrôler l'argent utilisé sur leur territoire. Monnaies nationales et marchés mondiaux ne se laissent pas mélanger. Ensemble, ils constituent un breuvage mortel de crises monétaires et de tensions géopolitiques, tout en créant des prétextes utiles de protectionnisme néfaste. Pour mondialiser en toute sécurité, les pays devraient abandonner le nationalisme monétaire et abolir les monnaies non voulues, source de tant d'instabilité aujourd'hui. »

Steil prend comme point de référence historique l'âge d'or de l'empire britannique dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il propose de réapprendre « les leçons de la mondialisation du XIX^e siècle, basée sur l'or (...) Puisque le développement économique hors du processus de mondialisation n'est plus possible, les pays doivent abandonner le nationalisme monétaire. Les gouvernements devraient remplacer leur monnaie nationale par le dollar ou l'euro ou, pour l'Asie, en collaborant à la création d'une nouvelle monnaie multinationale utilisée dans une région relativement grande et économiquement diversifiée. »

Le directeur économique international du CFR propose que les pays ibéro-américains adoptent le dollar et les pays est-européens

et la Turquie l'euro. Il conclut sur cette mise en garde : si les gouvernements, y compris Washington, ne suivent pas ses conseils, « le marché pourrait privatiser les monnaies de son propre chef ».

Pour Lyndon LaRouche, l'idée de Benn Steil est une folie dangereuse, comparable au « modèle perse » d'empire mondial divisé entre puissances régionales. Au lieu d'une division Est/Ouest, Steil propose un partage trilatéral, mais suivant les mêmes grandes lignes impériales oligarchiques. Il est évident que cela ne peut pas fonctionner, d'autant plus que toutes les valeurs du monde aujourd'hui reposent sur le rôle déterminant du dollar (et des engagements en dollars), comme monnaie de réserve.

La mise en œuvre de la propo-

sition de Steil mènerait de toute évidence à un nouveau féodalisme. D'ores et déjà, de nombreux pays pauvres sont privés des moyens d'émettre le crédit permettant d'investir dans leur développement économique, mais suivant le scénario mis en avant par le CFR, ce serait le sort de tous les pays. Une autorité supranationale déciderait de l'opportunité de créer de la monnaie, dictant de fait les conditions de vie des populations.

Au moment où un nombre grandissant de nations décident de quitter les grandes institutions financières internationales, notamment en Ibéro-Amérique, pour se lancer indépendamment dans de grands projets d'infrastructure, il est clair que la communauté financière veut stopper net ce processus pour réaffirmer son propre pouvoir. ●

Destitution de Cheney : du nouveau

Les preuves accablant le vice-président Dick Cheney ne manquent pas, c'est la volonté politique qui fait toujours défaut.

Le 24 avril, le député démocrate Dennis Kucinich a déposé à la Chambre une résolution exposant des chefs d'accusation précis et passibles de destitution à l'encontre du vice-président Dick Cheney. Le 10 mai, ce texte a trouvé un quatrième parrain, Albert Wynn, du Maryland, en dépit de l'opposition aveugle des dirigeants du Parti démocrate, totalement obsédés par les échéances présidentielles de 2008.

Pourtant, dans la communauté militaire américaine, la rébellion grandit contre la politique de guerre de Bush-Cheney. Les 9 et 10 mai, deux généraux ayant récemment pris leur retraite, le général John Batiste et le général Paul Eaton, ont tenu huit conférences de presse pour s'opposer à la politique menée en Irak. Les villes choisies pour l'occasion l'ont été de manière à faire pression sur des républi-

pour lancer cette attaque, du fait qu'ils ont été impliqués dès le début dans la débâcle. Le premier a participé, dès 2001, à la planification de la guerre d'Irak et le général Eric Shinseki lui a confié le commandement de la 1^{re} Division d'Infanterie en Irak, qu'il assumait de décembre 2003 à 2005. En avril 2006, il déclara à AP que le plan de guerre était « insuffisant parce qu'il ne prenait pas en compte le dur travail consistant à bâtir la paix après avoir fait tomber le régime ». A la même époque, il déclarait à l'*Oregonian* que le gouvernement avait fait fi « des bons conseils des chefs militaires en préparant les plans de guerre ».

Quant au général Eaton, c'est lui qui a organisé les forces armées irakiennes actuelles, suite à l'invasion et au démantèlement de l'armée de Saddam Hussein, entre juin 2003 et juin 2004. Le 10 mars dernier, il déclara à Bill Maher, de HBO : « Nous sommes en passe de nous remettre d'une crise constitutionnelle où la branche exécutive a dominé les autres branches du gouvernement. » De nombreux soldats, dit-il, « croient que les conservateurs sont une bonne chose pour l'armée. C'est rarement

Rapport minoritaire sur l'affaire Iran-Contra, où il maintenait que le Congrès exerce trop de contrôle sur l'exécutif. Selon Halperin, depuis cette époque, Cheney a cherché l'occasion d'appliquer son point de vue et les attentats terroristes du 11 septembre 2001 lui ont fourni.

Participait également au forum Frederick Schwartz, un avocat de Wall Street qui fut conseiller juridique dans le cadre d'une enquête au Congrès sur les activités du renseignement dans les années 1970 (Church Committee) et auteur d'un nouveau livre sur « le pouvoir présidentiel à l'ère de la terreur ». En première page de cet ouvrage, il affirme que Dick Cheney défendait la notion de pouvoir présidentiel non contrôlé bien avant le 11 septembre 2001. Il cite à cet effet l'actuel vice-Président dans ce même *Minority Report* : le chef d'Etat « devra, en certaines occasions, se sentir obligé d'affirmer des notions de prérogatives monarchiques lui permettant de transgresser les lois ». Pendant l'affaire Iran-Contra, selon Schwartz, Cheney et son avocat, David Addington, maintenaient qu'on peut très bien mentir au Congrès du moment que ces mensonges servent à protéger le secret présidentiel. Selon Schwartz, le Watergate et la guerre du Vietnam ont convaincu l'actuel vice-Président que le Congrès doit exercer moins de pouvoir vis-à-vis de la Maison Blanche.

Un journaliste de l'*Executive Intelligence Review* (EIR, la revue d'analyse de LaRouche) intervint alors pour suggérer que, vu les éléments présentés, les orateurs devraient envisager l'impeachment (mise en accusation) de Cheney. Schwartz reconnut aussitôt que le vice-Président tout comme le Président avaient tous deux commis des fautes passibles de destitution, mais qu'il n'en parle pas dans son livre. « Nous présentons les faits à partir desquels les gens peuvent conclure qu'ils ont commis des délits passibles de destitution – et ils les ont effectivement commis. »

Un ancien officier de la CIA, Ray McGovern, a également épinglé l'actuel vice-Président, lors d'une interview le 1^{er} mai sur MSNBC. A propos du mémorandum censé montrer que Saddam Hussein avait cherché à obtenir de l'uranium au Niger, il estimait que « ce faux mène droit à la porte du vice-Président des Etats-Unis ».

McGovern précisa que Cheney et sa femme Lynne avaient confié la tâche « à d'anciens agents de renseignement [faussaires] qui ont fait plutôt un travail d'amateur », sans toutefois vouloir donner plus de détails à ce stade.

Par ailleurs, lors d'un forum à Washington (UDC), le 7 mai, le colonel Lawrence Wilkerson (cr) a accusé Cheney d'avoir commis des « crimes et délits majeurs ». En réponse à une question de l'EIR concernant la possibilité de mettre en accusation le vice-Président, l'ancien chef d'état-major de Colin Powell compara les « fautes légères sur lesquelles on s'est appuyé pour ouvrir une procédure d'impeachment » contre Bill Clinton, aux « crimes et délits majeurs » reprochés à Cheney et Bush. ●



Le 7 mai, au meeting des Jeunes démocrates du Massachusetts, le LYM a présenté une résolution prévoyant la destitution du vice-président Dick Cheney et appelant les dirigeants de l'Etat à soutenir la proposition de Dennis Kucinich au Congrès. Bien que soutenu par la majorité de l'assistance, le texte a cependant été rejeté par ceux ayant le droit de vote et qui se plient à la discipline du parti. Cependant, le LYM a bien l'intention de réussir une percée dans cet Etat comme il l'a fait en Californie (voir articles page 8).

cains modérés qui vont se représenter en 2008 et qui n'ont pas encore rompu avec le gouvernement. Le message de ces deux anciens commandants en Irak est clair : Bush n'écoute pas ses chefs militaires.

Tous deux ont annoncé leur intention de lancer une campagne de publicité, à hauteur de 500 000 dollars, dans les circonscriptions des sénateurs républicains Susan Collins, John Sununu, John Warner et Norman Coleman qui, en dépit de leurs critiques répétées de la guerre, n'ont pas voté pour y mettre fin. Neuf députés républicains sont également visés. Le général Wesley Clark, ancien commandant de l'OTAN, va enregistrer, de son côté, un troisième spot publicitaire.

Les généraux Batiste et Eaton sont bien placés

le cas. Nous devons faire comprendre à chaque soldat, à chaque membre de sa famille, à chaque ami d'un soldat, que le gouvernement Bush et ses alliés au Congrès ont représenté le pire de tout ce qui pouvait arriver à l'Armée et aux Marines américains. »

Par ailleurs, de nouvelles preuves à charge contre le vice-Président ont été présentées lors d'un forum du Center for American Progress à Washington, le 30 avril. Morton Halperin, qui avait fait l'objet d'une mise sur écoute dans les années 1970, déclara que suivant la logique de Cheney, un Président des Etats-Unis peut tout à fait violer la loi, comme l'actuel vice-Président l'avait lui-même consigné en 1987, alors qu'il était député fédéral, dans un